

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

David Graeber
Dette : 5000 ans d'histoire
éditions Les Liens qui Libèrent
2013
625 pages, 29,90€

Chapitre 1

L'expérience de la confusion morale

Si tu dois 100 000 dollars à la banque, elle te tient.
Si tu lui en dois 100 millions, tu la tiens.
Proverbe américain

Pendant la crise pétrolière des années 1970, les pays de l'OPEP avaient déposé une si large part de leur nouvelle richesse dans les banques occidentales que celles-ci se demandaient bien où investir tout cet argent ; la Citibank et la Chase avaient alors envoyé des émissaires tous azimuts pour tenter d'amener dictateurs et politiciens du Tiers Monde à contracter des emprunts (activisme baptisé à l'époque le « go-go banking ») ; très bas lors de la signature de ces contrats, les taux d'intérêts étaient montés presque aussitôt à un niveau astronomique, autour de 20%, à cause de la politique monétaire restrictive mise en œuvre par les Etats-Unis au début des années 1980 ; c'était cette situation qui, dans les années 1980 et 1990, avait provoqué la crise de la dette du Tiers Monde ; pour obtenir un refinancement, les pays pauvres avaient alors dû se soumettre aux conditions imposées par le FMI : supprimer tout « soutien aux prix » des denrées de base, voire renoncer à maintenir des réserves alimentaires stratégiques, et mettre fin à la gratuité des soins et de l'enseignement ; le résultat net avait été l'écroulement total des mécanismes publics fondamentaux qui soutenaient certaines des populations les plus pauvres et vulnérables de la Terre.

J'aurais pu (...) faire remarquer que nombre de ces pauvres avaient déjà remboursé trois ou quatre fois la somme empruntée, mais que, par miracle des intérêts composés, leurs versements n'avaient toujours pas réduit sensiblement le principal. Ou (lui) faire mesurer l'écart qui existe entre refinancer des prêts et imposer à des pays, pour obtenir ce refinancement, une politique économique libérale orthodoxe conçue à Washington ou à Zurich, que leurs citoyens n'avaient jamais acceptée et n'accepteraient jamais. Ou souligner qu'il y avait quelque malhonnêteté à exiger que ces pays adoptent des constitutions démocratiques, puis à priver leurs élus, quels qu'ils fussent, de tout contrôle sur la politique

nationale. Ou encore (lui) dire que la politique économique qu'imposait le FMI ne fonctionnait même pas. Mais il y avait un problème plus fondamental : le postulat selon lequel les dettes *doivent* être remboursées.

« Il est clair qu'on doit toujours payer ses dettes ». On voit bien ce qui fait sa force : ce n'est pas vraiment un énoncé économique, c'est un énoncé moral. Après tout, payer ses dettes, n'est-ce pas l'alpha et l'oméga de la morale ? Donner à chacun son dû. Assumer ses responsabilités.

Haïti a été fondé par d'anciens esclaves des plantations qui, avec force déclarations sur l'universalité des droits et des libertés, avaient osé se révolter, puis vaincre les armées de Napoléon venues rétablir l'esclavage. La France avait aussitôt déclaré que la nouvelle République lui devait 150 millions de francs de dommages et intérêts pour l'expropriation des plantations et pour les coûts des expéditions militaires en déconfiture. Tous les autres pays, Etats-Unis compris, étaient alors convenus de mettre Haïti sous embargo jusqu'au remboursement de cette somme. Le montant étant délibérément impossible (environ 18 milliards de dollars actuels), et, avec l'embargo qui en résulta, le mot « Haïti » est resté depuis cette époque synonyme permanent de dette, de pauvreté et de misère humaine.

Mais le mot « dette » semble parfois revêtir le sens opposé. A partir des années 1980, les Etats-Unis, qui s'étaient montrés inflexibles sur le remboursement des emprunts du Sud, ont eux-mêmes accumulé une dette très supérieure à celle de tous les pays du Tiers Monde réunis. Elle est essentiellement alimentée par leurs dépenses militaires. La dette extérieure des Etats-Unis prend toutefois une forme particulière : des bons du Trésor détenus par des investisseurs institutionnels dans des pays (Allemagne, Japon, Corée du Sud, Taïwan, Thaïlande, Etats du Golfe) qui sont presque tous des protectorats militaires américains de fait, pour la plupart couverts de bases, d'armes et de matériels américains financés par ces mêmes dépenses de déficit.

Quel est donc le statut de tout cet argent envoyé continuellement au Trésor américain ? S'agit-il de prêts ? Ou est-ce un tribut ? Dans le passé, lorsque des puissances maintenaient des centaines de bases militaires hors de leur territoire, on les appelait des « empires », et les empires exigeaient des peuples assujettis le versement régulier d'un tribut. (...) Il est vrai qu'au fil de l'histoire certaines dettes et certains débiteurs ont toujours été traités autrement que les autres.

Les controverses sur la dette durent depuis cinq mille ans, voire plus. Pendant l'essentiel de l'histoire de l'humanité – du moins celle des Etats et des empires –, on a signifié à la plupart des êtres humains qu'ils étaient des débiteurs. (...) Pendant des millénaires, la lutte entre riches et pauvres a largement pris la forme de conflits entre créanciers et débiteurs – de disputes sur la justice ou l'injustice du paiement d'intérêts, du péonage, de l'amnistie, de la saisie immobilière, de la restitution au créancier, de la confiscation des moutons, de la saisie des vignobles et de la vente des enfants du débiteur comme esclaves. Et dans les cinq mille dernières années, avec une remarquable régularité, les insurrections populaires ont commencé de la même façon : par la destruction rituelle des registres des dettes – tablettes, papyrus, grands livres ou autre support propre à une époque ou à un lieu particulier. (...) Comme se plaisait à dire le grand spécialiste de l'Antiquité Moses Finley, tous les mouvements révolutionnaires du monde antique ont eu le même programme : « annulation des dettes et redistribution des terres ».

(Dans) la France médiévale, (où) le statut moral des prêteurs était sérieusement contesté. L'Église catholique avait toujours interdit le prêt à intérêt, mais les règles tombaient souvent en désuétude, ce qui incitait les autorités ecclésiastiques à organiser des campagnes de prédication : elles envoyaient des frères mendiants de ville en ville pour avertir les usuriers que, s'ils ne se repentaient pas et ne restituaient pas intégralement les intérêts extorqués à leurs victimes, ils iraient sûrement en enfer. (...) Au XII^e siècle, lorsque ces campagnes ont atteint leur apogée, on s'est mis à user de sanctions directes. La papauté a donné instruction aux paroisses locales d'excommunier tous les usuriers connus. Il ne fallait pas leur permettre de recevoir les sacrements et il n'était pas question d'enterrer leur corps en terre consacrée.

Dans l'Europe médiévale (...), les seigneurs usaient souvent (de la première méthode) en se faisant représenter par des Juifs. « Nos Juifs », disaient même nombre d'entre eux – c'est-à-dire des Juifs placés sous leur protection personnelle. En pratique, cela signifiait généralement qu'ils commencent par interdire aux Juifs présents sur leur territoire tout autre moyen de gagner leur vie que l'usure (garantissant ainsi qu'ils seraient largement détestés) ; puis ils se retournaient périodiquement contre eux en clamant que c'étaient d'abominables créatures, et confisquaient l'argent.

Si l'on doit une faveur, ou la vie, à un être humain, on la doit à cette personne et à nulle autre. Mais si l'on doit 40 000 dollars à 12% d'intérêt, l'identité du créancier n'a pas vraiment d'importance ; et aucune des deux parties n'est tenue de se demander longuement ce dont l'autre a besoin, ce qu'elle désire, ce qu'elle est capable de faire – comme cela se passerait sûrement si c'était une faveur, du respect ou de la gratitude qui étaient « dus ». Inutile de calculer les effets humains ; il suffit de calculer le principal, les soldes, les pénalités et les taux d'intérêt. Si au bout du compte vous devez abandonner votre maison pour devenir vagabond dans d'autres provinces, si votre fille finit par travailler comme prostituée dans un camp de mineurs, c'est bien dommage mais, pour le créancier, c'est un détail. (...) De ce point de vue, le facteur crucial, qui sera longuement exploré dans ces pages, est l'aptitude de la monnaie à faire de la morale une question d'arithmétique impersonnelle – et, ce faisant, à justifier des choses qui sans cela paraîtraient odieuses ou monstrueuses.

Lorsqu'on regarde les choses d'un peu plus près, on découvre que les deux réalités – la violence et la quantification – sont intimement liées. (...) Les usuriers français avaient de puissants amis et hommes de main, capables d'intimider jusqu'aux autorités de l'Église. (...) La façon dont la violence, ou la menace de la violence, transforme les rapports humains en mathématiques apparaîtra de multiples fois au fil de ce livre. (...) Nous pouvons voir ce processus à l'œuvre dans les plus anciennes inscriptions de la Mésopotamie antique.

Septembre 2008 a donné le coup d'envoi d'une crise financière qui a presque paralysé l'économie sur toute la planète. (...) Tout cela ressemble beaucoup à une version exceptionnellement compliquée de ce que faisaient les banques quand elles prêtaient de l'argent aux dictateurs en Bolivie ou au Gabon à la fin des années 1970 : accorder des prêts complètement irresponsables en sachant pertinemment que, quand cela se saurait, politiques et hauts fonctionnaires monteraient au créneau pour que ces banques soient malgré tout remboursées, quel que soit le nombre de vies humaines qu'il faudrait dévaster et détruire pour cela. Mais il y avait une différence : cette fois, les banquiers l'avaient fait à une échelle inconcevable. Le montant total des dettes qu'ils avaient accumulées était supérieur aux produits intérieurs bruts de tous les pays du monde réunis – c'est ce qui a provoqué la descente en vrille de l'économie mondiale et failli détruire le système lui-même. Les armées et les polices ont été mises en alerte pour combattre les émeutes et insurrections qu'on

attendait. Il n'y en a pas eu. Mais il n'y a pas eu non plus le moindre changement important dans le mode de gestion du système.

La monnaie virtuelle n'a rien d'une nouveauté. Il s'agit en fait de la forme initiale de la monnaie : systèmes de crédit, « ardoises », notes de frais même, tout cela existait longtemps avant l'argent liquide. (...) Certes, nous découvrons aussi que l'histoire a eu tendance à osciller entre des périodes dominées par le lingot – où l'on postule que l'or et l'argent *sont* la monnaie – et d'autres où l'on définit la monnaie comme une abstraction, une unité de compte virtuelle. Mais, historiquement, la monnaie de crédit est antérieure, et nous vivons aujourd'hui un retour à des postulats qui auraient été perçus comme des lieux communs au Moyen Âge – ou même dans la Mésopotamie antique.

Ce livre (...) commence par tenter de déboulonner une série de mythes – le mythe du troc (...), mais aussi des mythes rivaux sur une dette primordiale à l'égard des dieux ou de l'Etat (...) Dans cette opinion admise, l'Etat et le marché dominant tout, et font figure de principes diamétralement opposés. La réalité historique révèle, néanmoins, qu'ils sont nés ensemble et ont toujours été entremêlés. Ces diverses idées fausses, nous le verrons, n'ont qu'un seul point commun : elles sont enclines à réduire tout rapport humain à un échange, comme si nos liens avec la société, voire avec le cosmos, étaient imaginables sur le même mode qu'une transaction commerciale.

Je reviens ensuite à la question de l'origine de la monnaie pour montrer que l'apparition du principe même de l'échange résulte en grande partie de la violence – que les origines réelles de la monnaie sont à chercher dans le crime et le dédommagement, la guerre et l'esclavage, l'honneur, la dette et le rachat.

Chapitre 2

Le mythe du troc

La monnaie et la dette entrent en scène exactement au même moment. Certains des tout premiers documents écrits qui nous sont parvenus sont des tablettes mésopotamiennes qui enregistrent des crédits et des débits, des rations distribuées par les temples, des fermages dus par la location des terres des temps : chacune de ces valeurs est spécifiée très exactement en grains et en argent métal. (...) L'histoire de la dette est donc nécessairement une histoire de la monnaie. (...) Mais il s'agit nécessairement d'une histoire de la monnaie très différente de celle qui nous est familière.

Quand les économistes, par exemple, parlent des origines de la monnaie, la dette leur vient toujours à l'esprit tardivement. D'abord il y a le troc, puis la monnaie ; le crédit ne se développe que plus tard. Même les livres sur l'histoire de la monnaie en France, en Inde ou en Chine ne proposent en général qu'une histoire des pièces de monnaie : ils ne font pratiquement aucune analyse des systèmes de crédit. Depuis près d'un siècle, des anthropologues comme moi font valoir que quelque chose ne va pas du tout dans cette image de la réalité. (...) Ce que nous allons très probablement découvrir, c'est que chacun est endetté envers tous les autres d'une dizaine de façons différentes, et que la plupart des transactions ont lieu sans recours à une monnaie physique. Mais (...) l'existence du crédit et de la dette a toujours été une sorte de scandale pour les économistes (...) ; il leur paraît donc important de commencer l'histoire dans un monde imaginaire où le crédit et la dette ont été entièrement effacés.

Les économistes distinguent en général trois fonctions de la monnaie : c'est un moyen d'échange, une unité de compte et un moyen de stocker de la valeur. Tous les manuels d'économie suggèrent que sa fonction initiale est la première. (...) Pour les économistes, l'histoire de la monnaie commence toujours par un monde imaginaire du troc. (...) La raison est simple. Pour l'économie, il s'agit, très concrètement, de l'histoire la plus importante qu'on ait jamais racontée. C'est en la racontant, en cette année cruciale que fut 1776, qu'Adam Smith, professeur de philosophie morale à l'université de Glasgow, a créé la discipline.

Il est significatif que cette histoire ait joué un rôle crucial sur deux plans : pour fonder la science économique, mais aussi pour répandre l'idée même qu'il existe une réalité nommée « l'économie », qui opère selon ses propres règles, qui se distingue clairement de la vie morale ou politique, et que les économistes peuvent prendre comme champ d'étude. « L'économie », c'est l'espace où nous nous laissons aller à notre penchant naturel pour l'échange et le troc. Nous sommes encore en train de troquer, d'échanger. Nous le ferons toujours. la monnaie est simplement le moyen le plus efficace pour le faire.

Le problème est qu'il n'y a aucune preuve que les choses se soient passées de cette façon, et qu'une montagne de preuves suggère qu'elles ne se sont pas passées de cette façon. Cela fait maintenant des siècles que les explorateurs essaient de découvrir le fabuleux pays du troc.

Au milieu du XIX^e siècle, les études de Lewis Henry Morgan sur les Six Nations des Iroquois, entre autres ouvrages, ont été publiées avec un fort tirage – et elles expliquaient clairement que la principale institution économique des nations iroquoises était la « maison longue », où la plupart des biens étaient empilés puis alloués par le conseil des femmes, et que personne, jamais, n'avait échangé des têtes de flèche contre des morceaux de viande. Les économistes ont simplement choisi d'ignorer ces informations. (...) Tout cela ne veut pas dire que le troc n'existe pas – ni même qu'il n'a jamais été pratiqué par des gens qu'Adam Smith appelait des « sauvages ». Cela signifie seulement qu'il n'est pratiquement jamais utilisé, comme l'a imaginé Smith, entre des habitants du même village. Généralement, il a lieu entre des étrangers, voire des ennemis.

L'économie suppose une division entre des sphères différentes du comportement humain qui, chez des gens comme les Gunwinggu et les Nambikwara, n'existe pas, tout simplement. Cette division est rendue possible par des dispositifs institutionnels très particuliers : l'existence des avocats, des prisons et de la police pour garantir que même ceux qui ne s'aiment guère, qui n'ont aucune intention d'entrer dans des relations suivies et qui visent uniquement à s'emparer du plus grand nombre possible de biens de l'autre, s'abstiendront de recourir au moyen le plus évident (le vol). Ce qui nous permet ensuite de postuler que la vie est nettement divisée entre le marché, où nous faisons nos courses, et la « sphère de consommation », où nous nous intéressons à la musique, aux fêtes et à la séduction. Autrement dit, la vision du monde qui fonde les manuels d'économie, et qu'Adam Smith a si puissamment œuvré à diffuser, s'est aujourd'hui tant intégrée à notre sens commun que nous avons bien du mal à imaginer toute autre configuration possible.

Chacun se contente de garder en tête qui doit quoi à qui.

En réalité, tout porte à croire que le troc n'est pas un phénomène particulièrement ancien, et qu'il ne s'est véritablement répandu qu'à l'époque moderne. Il est certain que, dans

la plupart des cas que nous connaissons, il a lieu entre des personnes auxquelles l'usage de la monnaie est familier, mais qui, pour une raison quelconque, n'en ont pas beaucoup. Les systèmes complexes de troc surgissent souvent dans le sillage de l'effondrement d'une économie nationale : les exemples les plus récents sont la Russie des années 1990 et l'Argentine vers 2002, quand les roubles dans le premier cas et les dollars dans le second ont pratiquement disparu.

Ce qui allait porter le coup le plus terrible à la version traditionnelle de l'histoire économique, c'est la traduction des hiéroglyphes égyptiens, d'abord, puis des cunéiformes mésopotamiens. (...) Ces textes ont révélé que des systèmes de crédit en tout point semblables à ceux que l'on vient d'évoquer avaient en réalité précédé de plusieurs millénaires l'invention des pièces de monnaie. (...) La « monnaie », ici, n'est en rien le produit de transactions commerciales. Elle a été en réalité créée par des fonctionnaires pour garder trace des ressources et déplacer des choses entre des services. Les fonctionnaires des temples utilisaient ce système pour calculer les dettes (les fermages, les redevances, les prêts...) en argent métal. L'argent était, de fait, la monnaie. (...) L'argent ne circulait pas beaucoup. Pour l'essentiel, il demeurait simplement dans les trésors des temples et des palais, et une partie est restée, sous bonne garde, au même endroit pendant des millénaires. Il eût été facile d'uniformiser les lingots, de les estampiller et de créer un système ayant autorité pour garantir leur pureté. La technologie existait. Néanmoins, nul n'a ressenti un besoin particulier d'agir ainsi. L'une des raisons est claire : si les dettes étaient calculées en argent, elles n'avaient pas à être *payées* en argent – en fait, on pouvait les payer avec pratiquement tout ce dont on disposait. (...) Les documents dont nous disposons suggèrent que la plupart des transactions reposaient sur le crédit. (...) Les gens ordinaires qui achetaient de la bière à une brasserie ou à la tenancière d'une taverne avaient une ardoise, qu'ils payaient au moment de la moisson, en orge ou avec tout ce qui pouvait leur tomber sous la main.

Il est faux que nous ayons commencé par le troc, puis découvert la monnaie, et enfin développé des systèmes de crédit. L'évolution a eu lieu dans l'autre sens. La monnaie virtuelle, comme nous l'appelons aujourd'hui, est apparue la première. Les pièces de monnaie sont venues bien plus tard, et leur usage s'est diffusé inégalement, sans jamais remplacer entièrement les systèmes de crédit. Quant au troc, il semble s'agir surtout d'une sorte de sous-produit accidentel de l'usage des pièces de monnaie ou du papier-monnaie.

Chapitre 3

Dettes primordiales

Si la monnaie n'est qu'un étalon, que mesure-t-elle ? La réponse est simple : la dette. Une pièce de monnaie est bel et bien une reconnaissance de dette. (...) Une pièce d'or est une promesse de payer quelque chose d'autre, d'une valeur équivalente à une pièce d'or. Après tout, cette pièce n'a pas vraiment d'utilité en soi. On l'accepte uniquement parce qu'on suppose que d'autres l'accepteront aussi. Vue sous cet angle, la valeur d'une unité monétaire ne mesure pas celle d'un objet : elle mesure la confiance d'une personne dans d'autres personnes.

Ce qui compte, c'est qu'il existe un système uniforme pour mesurer les crédits et les dettes et qu'il reste stable au fil du temps. Le cas de la monnaie de Charlemagne est particulièrement spectaculaire : alors que son empire réel s'est disloqué très rapidement, le système monétaire qu'il avait créé n'a cessé d'être utilisé pour tenir les comptes sur son

ancien territoire pendant plus de huit cent ans. (...) Livres et deniers n'ont été entièrement abandonnés comme unités de compte qu'à l'époque de la Révolution française.

L'une des formes de monnaie les plus importantes en Angleterre à l'époque d'Henri II était les « bâtons de comptage » entaillés que l'on utilisait pour enregistrer les dettes. (...) Les deux parties à une transaction prenaient une petite branche de noisetier, l'entaillaient pour indiquer le montant dû, puis la coupaient en deux.

Supposons qu'un roi souhaite financer une armée permanente de cinquante mille hommes. Dans le monde antique ou médiéval, nourrir une telle force pose un énorme problème – tant qu'elle n'est pas en marche, il faut employer presque autant d'hommes et d'animaux pour localiser, acquérir et transporter les approvisionnements nécessaires. En revanche, si l'on remet des pièces de monnaie aux soldats, puis qu'on exige que toutes les familles du royaume paient obligatoirement au roi l'une de ces pièces, on transforme en un clin d'œil l'ensemble de l'économie du pays en une immense machine à approvisionner les troupes, puisque, à présent, chaque famille, afin d'avoir les pièces, doit trouver le moyen de contribuer à l'effort général pour donner aux soldats ce qu'ils veulent. L'apparition des marchés est un effet secondaire de ce processus. C'est une version un peu « bande dessinée », mais il est tout à fait clair que les marchés ont effectivement surgi autour des armées antiques.

Les sociétés sans Etat sont aussi, très généralement, sans marché.

La monnaie n'a jamais été « inventée », pas plus que la musique, les mathématiques ou l'orfèvrerie. Ce que nous appelons « monnaie » n'est absolument pas une « chose », c'est une façon de comparer les choses mathématiquement, proportionnellement – de dire que 1 de X équivaut à 6 de Y. A ce niveau, elle est probablement aussi ancienne que la pensée humaine.

Quelles qu'aient pu être ses origines les plus lointaines, la monnaie a été de fait, dans les quatre mille dernières années, une créature de l'Etat. (...) Cela ne signifie pas que l'Etat *crée* nécessairement la monnaie. La monnaie, c'est le crédit, elle peut naître d'accords contractuels privés (par exemple des prêts). L'Etat se limite à faire respecter l'accord et à imposer le cadre juridique.

Il existe une théorie (...). On l'appelle la « théorie de la dette primordiale ». Le noyau de la théorie de la dette primordiale est clair : toute tentative pour séparer politique monétaire et politique sociale est en dernière analyse une erreur. Depuis toujours, ces deux politiques n'en font qu'une. Les Etats utilisent les impôts pour créer de la monnaie, et ils peuvent le faire parce qu'ils ont en tutelle la dette mutuelle de tous les citoyens les uns envers les autres. Cette dette est l'essence de la société. Elle est antérieure, et de loin, à la monnaie et aux marchés. Monnaie et marchés sont de simples moyens de la morceler. Selon les auteurs de la théorie, ce sentiment d'être en dette s'est d'abord exprimé à travers la religion et non par le biais de l'Etat. (...) Dans toutes les langues indo-européennes, les mots qui signifient « dette » sont des synonymes de ceux qui veulent dire « péché » ou « culpabilité ».

Si le roi n'a fait que prendre en charge l'administration de la dette primordiale que nous devons tous à la société pour nous avoir créés, cela explique clairement pourquoi l'Etat se sent en droit de nous faire payer des impôts. Les impôts ne sont qu'une mesure de notre dette à l'égard de la société qui nous a faits. (...) Cette explication est beaucoup moins invraisemblable qu'on ne pourrait le croire. L'un des traits déconcertants de toutes les théories

sur les origines de la monnaie que nous avons examinées jusqu'ici est leur ignorance quasi totale des données de l'anthropologie.

Il y a d'innombrables études sur l'usage du bétail comme monnaie en Afrique australe ou orientale, sur la monnaie coquillage aux Amériques (...) sur les monnaies perles, les monnaies plumes, l'emploi de bagues de fer, de cauris, de coquilles d'huîtres épineuses (...) Si cette littérature est généralement ignorée par les économistes, c'est pour une raison simple : les « monnaies primitives » de ce genre servent rarement à acheter et à vendre des choses, et même quand elles sont utilisées ainsi, ce n'est jamais principalement pour acheter et vendre des articles quotidiens comme des poulets, des œufs, des chaussures ou des pommes de terre. On ne s'en sert pas pour acquérir des choses, mais essentiellement pour reconfigurer des relations entre les gens. Surtout pour arranger des mariages et pour régler des différends, notamment ceux qui naissent des meurtres ou des torts faits à des personnes.

L'Etat s'est-il approprié les dettes à l'égard des dieux pour en faire la base de systèmes fiscaux ? Cette idée ne résiste pas non plus à l'examen. Le problème ici est que d'ordinaire, dans le monde antique, les citoyens libres ne payaient pas d'impôt. En règle générale, on ne levait de tribut que sur des populations conquises. C'était déjà vrai dans la Mésopotamie antique, où les habitants des cités indépendantes, en général, ne payaient aucun impôt direct. (...) Les citoyens athéniens ne payaient aucun impôt direct quel qu'il fût. (...) Même dans l'Empire perse, les Perses n'avaient pas à verser un tribut au Grand Roi, mais les habitants des provinces conquises, oui.

En Mésopotamie (...) l'intérêt n'était qu'un moyen pour les temples de prendre leur part des profits qui en résultaient. Mais, une fois établi, le principe semble s'être vite diffusé. Avant longtemps, nous trouvons non seulement des prêts commerciaux, mais aussi des prêts à la consommation – de l'usure au sens classique du terme. On constate qu'en 2400 av. J-C il était déjà courant de voir les administrateurs locaux, ou de riches marchands, consentir aux paysans en difficulté financière des prêts garantis par un nantissement, puis s'approprier peu à peu leurs biens s'ils ne pouvaient pas rembourser.

Si, pour une raison quelconque, une récolte était mauvaise, un gros pourcentage de la paysannerie tombait en péonage. Les familles étaient brisées. Très rapidement, les terres étaient abandonnées, car les fermiers endettés quittaient leurs maisons par peur de la saisie et rejoignaient des bandes semi-nomades aux confins du désert, sur les franges de la civilisation urbaine. Confrontés au risque d'un effondrement complet de l'ordre social, les rois sumériens, puis babyloniens, annonçaient périodiquement des amnisties générales : ils « effaçaient l'ardoise », comme dit l'historien Michael Hudson. Ces décrets déclaraient nulles et non avenues toutes les dettes en cours contractées pour la consommation (les dettes commerciales n'étaient pas concernées), rendaient toutes les terres à leurs propriétaires initiaux et autorisaient tous les péons à rentrer dans leur famille. Il devint vite habituel que les rois fassent ce genre de déclaration à leur avènement, et beaucoup se sont vus contraints de la répéter périodiquement au cours de leur règne.

Chapitre 4

Cruauté et rédemption

Le débat entre ceux qui perçoivent la monnaie comme une marchandise et ceux qui voient en elle une reconnaissance de dette n'a toujours pas été tranché. (...) A présent, la réponse devrait être évidente : elle est les deux à la fois.

La façon dont (Nietzsche) rend compte des « temps primitifs » est peut-être absurde, mais sa description du christianisme sonne juste. (...) Pourquoi, par exemple, qualifions-nous le Christ de « rédempteur » ? Au sens premier, la « rédemption », c'est l'acte de racheter quelque chose, ou de récupérer ce qui a été donné en gage pour un prêt ; d'acquérir quelque chose en remboursant une dette. Il est assez frappant de constater que le noyau même du message chrétien, le salut, le sacrifice du fils de Dieu pour sauver l'humanité de la damnation éternelle, doit se couler dans la langue d'une transaction financière.

Néhémie (...) en 444 av. J-C (...) osa parler au Grand Roi et se fit nommer gouverneur de sa Judée natale. Il reçut aussi l'autorisation de reconstruire le temple de Jérusalem, détruit par Nabuchodonosor plus de deux siècles plus tôt. (...) En un sens, c'est à cette époque que fut créé ce que nous appelons aujourd'hui le judaïsme. Toutefois, Néhémie avait eu un problème : il s'était vite trouvé confronté à une crise sociale. Tout autour de lui, les paysans indigents étaient incapables de payer l'impôt. Les créanciers emmenaient les enfants des pauvres. (...) Néhémie réussit à retrouver, réviser et remettre en vigueur des lois juives beaucoup plus anciennes, celles qui sont aujourd'hui préservées dans l'Exode, le deutéronome et le Lévitique (...) La plus célèbre est la loi du Jubilé : elle stipulait que toutes les dettes seraient automatiquement annulées « dans l'année du Sabbath » (c'est-à-dire au bout de sept ans) et que tous ceux qui languissaient en servage à cause de ces dettes seraient relâchés.

Le sens de « rédemption » n'est plus rachat de quelque chose. C'est plutôt : destruction totale du système de comptabilité. Dans de nombreuses villes du Moyen-Orient, c'était bien ce qui se passait, au sens strictement littéral. Un des actes couramment accomplis pendant l'annulation des dettes était la destruction, en grande cérémonie, des tablettes sur lesquelles on avait tenu les comptes – acte qu'allaient répéter dans un style bien moins officiel la quasi-totalité des grandes révoltes paysannes de l'histoire.

Chapitre 5

Bref traité sur les fondements moraux des relations économiques

Faire l'histoire de la dette, c'est donc inévitablement reconstruire la façon dont la langue du marché a envahi toutes les dimensions de la vie humaine.

Il existe trois grands principes moraux susceptibles de fonder les relations économiques, tous trois mis en œuvre dans toutes les sociétés humaines. Je les appellerai le communisme, la hiérarchie et l'échange.

Je classerai ici sous la rubrique du communisme tout rapport humain fondé sur le principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Mon usage du terme, je le reconnais, est un peu provocateur. (...) Tout le monde agit en communiste une bonne partie de son temps. Personne n'agit en communiste tout le temps. Une « société communiste » - au sens de société organisée exclusivement autour de ce seul principe – ne pourra jamais exister. (...) C'est pourtant une évidence : si l'on veut vraiment que quelque chose se fasse, la méthode la plus efficace consiste à répartir les tâches selon les capacités et à donner à chacun tout ce dont il a besoin pour les accomplir. On peut trouver cela scandaleux,

mais, en interne, la majeure partie des entreprises capitalistes opèrent sur le mode communiste. Certes, elles ne le font pas très démocratiquement. La plupart du temps, elles s'organisent autour de chaînes de commandement verticales, de type militaire.

Au lendemain immédiat des grands désastres – inondations, pannes d'électricité géantes ou effondrements de l'économie – les gens se comportent souvent de la même façon : ils reviennent à un communisme basique. Pour un instant, si bref soit-il, les hiérarchies, les marchés, etc., deviennent un luxe que nul ne peut s'offrir. (...) Les étrangers deviennent soudain frères et sœurs, et la société humaine semble renaître. C'est important, car cela montre que nous ne parlons pas seulement de coopération. En fait, *le communisme est le fondement de toute sociabilité humaine*. C'est ce qui rend la société possible.

Le communisme n'est donc fondé ni sur l'échange ni sur la réciprocité. (...) L'échange a pour seul ressort l'équivalence. C'est un aller-retour entre deux parties dont chacune donne autant qu'elle reçoit. (...) Dans l'échange, les objets sont perçus comme équivalents. Donc, implicitement, les personnes aussi, au moins au moment où le don croise le contre-don ou à l'instant où l'argent change de mains – quand il n'y a plus aucune dette ni obligation et que les deux parties sont également libres de s'en aller ; ce qui signifie qu'elles sont autonomes. Egalité, autonomie : ces deux principes mettent les monarques mal à l'aise, et c'est pour cela que les rois détestent, en général, toute forme d'échange.

En revanche, les relations explicitement hiérarchiques – c'est-à-dire celles qu'entretiennent au moins deux parties dont l'une est tenue supérieure à l'autre – ne reposent absolument pas sur la réciprocité. On a du mal à le voir parce qu'elles sont souvent justifiées par des formules « réciproques » (« les paysans fournissent l'alimentation, les seigneurs la protection »), mais leur principe opératoire est diamétralement opposé. En pratique, la hiérarchie fonctionne selon une logique du précédent. (...) Tout cadeau à un supérieur féodal, notamment « trois ou quatre fois répété », risquait fort de faire figure de précédent et d'être intégré dans le tissu des coutumes.

Quand des objets de richesse matérielle circulent entre supérieurs et inférieurs, qu'il s'agisse de dons ou de paiements, le principe crucial est apparemment le suivant : ce qui est donné par les uns et par les autres est jugé de qualité fondamentalement différente, et la valeur relative de ces biens est impossible à quantifier – par conséquent, mettre les comptes en équilibre est tout à fait inconcevable.

La généalogie de l'Etat redistributeur moderne – avec sa tendance tristement célèbre à nourrir la politique identitaire – ne remonte pas à une forme de « communisme primitif », mais, en dernière analyse, à la violence et à la guerre.

Nous sommes tous des communistes avec nos amis intimes et des seigneurs féodaux avec les petits enfants. Il est très difficile d'imaginer une société où l'on ne serait pas les deux à la fois. (...) Le féodalisme était un système notoirement chaotique et compliqué, mais, chaque fois que les penseurs médiévaux généralisaient à son sujet, ils réduisaient tous ses rangs et ses ordres en une formule simple où chacun faisait sa part : « Certains prient, d'autres combattent, d'autres travaillent ». Même la hiérarchie, en dernière analyse, était donc perçue comme un système de réciprocité, alors que le fonctionnement effectif des relations entre clercs, chevaliers et paysans sur le terrain n'avait rien à voir avec cette formule.

Dans les relations clientélistes, si l'on a un riche patron, on peut s'adresser à lui quand on est dans le besoin, et il est censé apporter son aide. Mais seulement jusqu'à un certain point. Nul ne s'attend à ce que l'aide du patron soit si massive qu'elle menace de faire disparaître l'inégalité structurelle. De même, les relations communistes peuvent aisément glisser vers des rapports d'inégalités hiérarchiques – souvent sans que nul le remarque. Il n'est guère difficile de voir pourquoi. Les « capacités » et les « besoins » des gens sont parfois massivement disproportionnés. Les sociétés authentiquement égalitaristes en sont tout à fait conscientes, et elles développent souvent des garde-fous complexes pour conjurer le danger de voir certains – disons, les chasseurs particulièrement habiles dans une société de chasseurs – s'élever trop au-dessus des autres ; de même qu'elles se méfient de tout ce qui pourrait amener un membre de la société à se sentir authentiquement redevable vis-à-vis d'un autre. Celui qui attire l'attention sur ses exploits est raillé par les autres. Souvent, le seul comportement poli lorsqu'on a accompli quelque chose d'important est l'autodérision.

Les chefs et guerriers héroïques s'autoglorifient aussi systématiquement que les membres des sociétés égalitaristes s'autodéprécient.

Si un homme va voir le patron de l'usine et lui demande un emploi, et que le patron lui en trouve un, c'est un cas où quelqu'un « rend service ». L'homme qui a obtenu l'emploi ne pourra jamais payer de retour le patron, mais il peut lui manifester du respect, ou peut-être lui offrir des cadeaux symboliques, des produits de son jardin. Si un don demande un retour et qu'aucun retour tangible n'est possible, le paiement passera par le soutien ou l'estime. C'est ainsi que l'aide mutuelle glisse vers l'inégalité. Et que les rapports de clientélisme apparaissent.

Un contrat de travail salarié est, officiellement, un libre contrat entre égaux – mais c'est un accord entre égaux par lequel les deux signataires conviennent que, une fois que l'un d'eux aura passé sa carte dans la pointeuse, ils ne seront plus égaux. La loi reconnaît qu'il y a là un petit problème. C'est pourquoi elle stipule qu'on ne peut pas vendre son égalité en permanence (on n'est pas libre de se vendre comme esclave). Ces dispositions ne sont acceptables que si le pouvoir du patron n'est pas absolu, s'il est limité au temps de travail, et si l'on a le droit à tout moment de rompre le contrat et de recouvrer ainsi l'égalité totale). Cet accord entre égaux pour ne plus être égaux (du moins pour un temps) me paraît avoir une importance cruciale. C'est l'essence même de ce que nous appelons une « dette ».

Tant que la dette n'est pas remboursée, c'est la logique de la hiérarchie qui s'applique. Il n'y a aucune réciprocité. Comme le savent tous ceux qui ont déjà été incarcérés, c'est la première chose que font comprendre les gardiens : rien de ce qui se passe en prison n'a le moindre rapport avec la justice.(...) A bien des époques historiques, les débiteurs insolubles pouvaient être jetés en prison, ou même – comme dans la République romaine à ses débuts – exécutés.

Quand je demande à quelqu'un de me passer le sel, je lui donne un ordre ; en ajoutant « s'il vous plaît », je dis que ce n'est pas un ordre. Mais en fait c'en est un. (...) Le français « merci » va encore plus loin : on demande merci, miséricorde : quand on le dit, on se place symboliquement à *la merci* de son bienfaiteur, en son pouvoir - puisqu'un débiteur, après tout est un criminel. Répondre : « de rien » (...) – ce qui a au moins l'avantage d'être souvent vrai au sens littéral – est une façon de rassurer celui à qui on a passé le sel : en faisant ce geste, on n'a pas inscrit un débit sur son livre de comptes moral imaginaire.

Lorsqu'on décode le calcul tacite de la dette (« je vous en dois une », « mais non, vous ne me devez rien », « c'est plutôt moi qui vous en dois une », comme si l'on inscrivait puis effaçait autant d'entrées infinitésimales dans un livre de comptes infini), on comprend aisément pourquoi ce genre de choses est souvent perçu, non comme la quintessence de la morale, mais comme la quintessence de la morale *bourgeoise*, celle de la classe moyenne. Certes, aujourd'hui, la sensibilité de ces milieux domine la société, mais il existe encore des gens qui trouvent ces pratiques étranges. Souvent, aux yeux des plus haut placés dans la société, la déférence reste essentiellement due aux supérieurs hiérarchiques ; le spectacle de ces facteurs et pâtisseries qui feignent de se traiter entre eux en petits seigneurs féodaux leur paraît assez stupide. A l'autre extrême, ceux qui ont grandi dans ce qu'on appelle en Europe les « milieux populaires » - les petites villes, les quartiers pauvres, tous les endroits où l'on suppose encore que les gens qui ne sont pas des ennemis vont en général s'entraider – jugent souvent insultant de s'entendre constamment répéter, en fait, qu'il existe un petit risque qu'ils ne fassent pas correctement leur travail de serveur ou de chauffeur de taxi, ou ne servent pas bien le thé aux invités. Autrement dit, l'étiquette de la classe moyenne souligne que nous sommes tous égaux, mais elle le fait d'une façon très particulière.

Tout ceci est innovation relativement récente. L'habitude de dire constamment « s'il vous plaît » et « merci » a commencé à s'imposer pendant la révolution marchande des XVI et XVII^e siècles – chez ses principaux promoteurs : les classes moyennes. C'est la langue des agences, des boutiques, des bureaux, et, au fil des cinq cent dernières années, elle s'est répandue avec eux dans le monde entier. C'est aussi un simple symbole d'une philosophie beaucoup plus générale, d'un ensemble de postulats sur ce que sont les humains et sur ce qu'ils se doivent les uns aux autres, postulats aujourd'hui si solidement ancrés que nous ne pouvons plus les voir.

Chapitre 6

Jeux avec le sexe et la mort

Le monde ordonné des magasins et des centres commerciaux est l'environnement « classe moyenne » par excellence. Mais, tant au sommet du système que dans ses bas-fonds, dans l'univers des financiers ou des gangsters, les transactions se concluent souvent sur un mode qui n'est pas si différent de celui des Gunwinggu ou des Nambikwara, au moins par certains traits : le sexe, la drogue, la musique, les étalages extravagants de nourriture et la violence potentielle y jouent souvent un rôle.

Il n'est nullement ordinaire que les pères, dans les sociétés traditionnelles, puissent vendre leurs enfants. C'est une pratique qui a une histoire très précise : elle apparaît dans les grandes civilisations agraires, de Sumer à Rome et à la Chine, à peu près au moment où nous commençons à voir des preuves de l'existence de la monnaie, des marchés et du prêt à intérêt ; par la suite, progressivement, elle apparaît aussi dans les régions environnantes qui fournissaient ces civilisations en esclaves. De plus, si nous examinons les données historiques, il y a, semble-t-il, de bonnes raisons de croire que l'obsession de l'honneur patriarcal, qui définit si puissamment la « tradition » au Moyen-Orient et dans le monde méditerranéen, est *elle-même* apparue en même temps que le pouvoir du père de vendre ses enfants – en réaction aux dangers moraux que l'on voyait émaner du marché. Mais on fait comme si tout cela se passait hors du champ de l'histoire économique.

L'expression « monnaie primitive » est trompeuse (...) : elle suggère que nous avons là une version rudimentaire des devises que nous utilisons aujourd'hui. Mais c'est justement ce que nous ne trouvons pas. Souvent, les monnaies de ce genre ne servent jamais à acheter ni à vendre quoi que ce soit. On les utilise en réalité pour créer, maintenir et réorganiser autrement les relations entre des personnes : arranger les mariages, établir la paternité des enfants, éviter les vendettas, consoler les endeuillés lors de funérailles, demander pardon en cas de crime, négocier des traités, acquérir des partisans – bref, pratiquement n'importe quoi, sauf vendre et acheter des ignames, des pelles, des cochons ou des bijoux.(...) J'ai donc décidé de les appeler « monnaies sociales », et les économies qui les utilisent « économies humaines » (...) : j'entends seulement souligner qu'il s'agit de systèmes économiques essentiellement soucieux non d'accumuler des richesses, mais de créer, détruire et redistribuer des êtres humains.

Historiquement, les économies commerciales – les « économies de marché », comme nous aimons les appeler aujourd'hui – sont relativement récentes. Pendant l'essentiel de l'histoire de l'humanité, les économies humaines ont prédominé.

La monnaie commence donc, pour citer Rospabé lui-même, « comme substitut de vie ». On pourrait trouver en elle la reconnaissance d'une dette de vie. Ce qui explique pourquoi, invariablement, on utilise exactement le même type de monnaie pour arranger les mariages et pour payer le wergeld (la somme payée en réparation par le meurtrier dans le droit coutumier germanique et les Codes barbares) (le « prix du sang », dit-on parfois aussi) : ce qu'on offre après un meurtre à la famille de la victime pour prévenir ou régler une vendetta. Ici, les sources sont encore plus explicites. D'un côté, il y a une offre de dents de baleine ou de baguettes de laiton parce que les parents du meurtrier reconnaissent ainsi qu'ils doivent une vie à la famille de la victime. De l'autre, ces dents de baleine ou baguettes de laiton ne sont absolument pas, et ne pourront jamais être, une compensation pour la perte d'un parent assassiné. C'est une certitude : aucun de ceux qui offrent une telle compensation, jamais, n'est assez stupide pour suggérer qu'une quantité de monnaie, quelle qu'elle soit, pourrait être l'« équivalent » du père, de la sœur ou de l'enfant de quelqu'un. Donc, là encore, la monnaie est avant tout une façon de reconnaître que l'on doit quelque chose de beaucoup plus précieux que la monnaie.

Dans le cas d'une vendetta, les deux parties savent aussi qu'un meurtre de vengeance, bien qu'il soit au moins conforme au principe « une vie contre une vie », ne compensera pas vraiment non plus la douleur et le chagrin de la famille de la victime. Cela laisse un espace de possibilité à un règlement sans violence. Mais, même ici, le véritable ressenti est souvent que, comme dans le cas du mariage, la solution *réelle* du problème est simplement, pour un temps, remise à plus tard.

Lewis Henry Morgan décrit les mécanismes compliqués mis en place par les Six Nations des Iroquois pour éviter, justement, de telles situations. Voici ce qui se passait lorsqu'un homme en tuait un autre : « Dès qu'un meurtre était commis, l'affaire était prise en main par les tribus auxquelles appartenaient les parties, et il y avait des efforts acharnés en vue d'une réconciliation, de peur que des représailles privées n'aient des conséquences désastreuses. Le premier conseil vérifiait si le coupable était prêt à reconnaître son crime et à faire réparation. S'il l'était, le conseil envoyait immédiatement en son nom à l'autre conseil une ceinture de wampum blanc qui contenait un message à cet effet. L'autre conseil entreprenait alors d'apaiser la famille du décédé, de calmer son excitation et de l'amener à accepter le wampum en signe de rémission. »

Comme chez les Nuer aussi, tout le monde soulignait bien que *ce n'était pas* un paiement. La valeur du wampum ne représentait absolument pas celle de la vie du mort. « Le présent de wampum blanc n'avait pas la nature d'une indemnité pour la vie du défunt, mais d'un aveu du crime, avec regrets et demande de pardon. C'était un cadeau pour faire la paix, et les amis des deux parties incitaient vivement à l'accepter ».

Dans les économies humaines, la monnaie est avant tout la reconnaissance de l'existence d'une dette *impossible* à payer. (...) C'était seulement quand la violence s'introduisait dans l'équation qu'il pouvait être question d'acheter et de vendre des personnes.

Les monnaies Lele sont (...) des monnaies sociales par essence. On les utilise pour marquer toute visite, toute promesse, tout moment important dans la vie d'un homme ou d'une femme. La nature même des objets qui faisaient office de monnaie est sûrement significative aussi. Le tissu de raphia servait à se vêtir. A l'époque de Mary Douglas, c'était le moyen principal d'habiller le corps humain. Les barres de bois de cam étaient la source d'une pâte rouge qui servait de cosmétique – c'était la principale substance utilisée comme maquillage, par les hommes comme par les femmes pour s'embellir chaque jour (...) C'était ce qui transformait un corps nu en être social convenable.

Ce n'est pas une coïncidence. En fait, c'est extrêmement dans les économies que j'appelle humaines. La monnaie provient presque toujours, au départ, d'objets essentiellement utilisés comme ornements de la personne. Perles, coquillages, plumes, dents de chien ou de baleine, or et argent constituent autant d'exemples bien connus. Tous ont pour seule utilité de donner aux gens une apparence plus intéressante, donc plus belle. (...) Il y a des exceptions (le bétail, par exemple), mais, en général, c'est seulement quand apparaissent les Etats, puis les marchés, que nous commençons à voir des monnaies comme l'orge, le fromage, le tabac ou le sel.

Pour rendre quelque chose vendable dans une économie humaine, il faut d'abord l'arracher à son contexte. C'est ce qui se passe avec les esclaves, ces gens volés à la communauté qui a fait d'eux ce qu'ils sont. Etrangers dans leur nouvelle communauté, les esclaves n'avaient plus ni mère, ni père, ni parenté d'aucune sorte. C'est pour cela qu'on pouvait les acheter, les vendre ou même les tuer : parce que la *seule* relation qu'ils avaient était celle qui les liait à leurs propriétaires. Chez les Lele, la capacité des villages à organiser des raids pour enlever des femmes dans des communautés étrangères semble avoir été cruciale pour leur permettre de commencer à échanger des femmes contre de la monnaie.

Globalement, la traite transatlantique était un gigantesque réseau d'accords de crédit. Les armateurs basés à Liverpool ou à Bristol achetaient à crédit, à des conditions avantageuses, des marchandises aux grossistes locaux, qu'ils comptaient payer par la vente (à crédit aussi) des esclaves aux planteurs des Antilles et d'Amérique – le financement ultime de toute l'affaire étant assuré par des commissionnaires de la City sur les profits du commerce du sucre et du tabac. Les armateurs transportaient leurs marchandises vers des ports africains comme Vieux-Calabar. Calabar était la cité-Etat commerçante typique, dominée par de riches négociants africains qui s'habillaient à l'européenne, vivaient dans des maisons de style européen et envoyaient même leurs enfants, parfois, faire leurs études en Angleterre.

A l'apogée de la traite (...) les navires britanniques apportaient de grosses quantités de tissus (tant des produits des nouvelles usines de Manchester que des calicots venus d'Inde) et beaucoup d'articles en fer et en cuivre, ainsi que des produits secondaires comme les perles

et, pour des raisons évidentes, un nombre important d'armes à feu. Les marchandises étaient alors avancées, toujours à crédit, aux négociants africains, qui les distribuaient à leurs propres agents chargés de les transporter vers l'amont du fleuve. Tout cela posait un problème évident : comment garantir le remboursement des dettes ? La traite était un commerce d'une duplicité et d'une brutalité extraordinaires, et les razzieurs d'esclaves risquaient d'être des débiteurs peu fiables – notamment dans leurs transactions avec des marchands étrangers qu'ils ne reverraient peut-être jamais. D'où l'apparition rapide d'un système où les capitaines européens exigeaient en garantie des « personnes-gages ». (...) Les débiteurs remettaient des membres de leur famille en garantie de leurs prêts ; les gages devenaient alors des dépendants dans les maisons des créanciers, ils travaillaient leurs champs, effectuaient leurs tâches ménagères – leur personne faisait office de nantissement et leur travail, de fait, remplaçait l'intérêt.

Presque partout en Afrique occidentale, la traite passait par de très grands royaumes comme le Dahomey ou l'empire Ashanti, qui faisaient des guerres et imposaient des châtiments draconiens. (...) D'un autre côté, cette région est singulièrement révélatrice : l'absence de toute grande structure étatique permet de voir plus facilement ce qui s'est vraiment passé. Le climat de violence généralisé a abouti à la perversion systématique de toutes les institutions des économies humaines existantes : elles se sont muées en un gigantesque appareil de déshumanisation et de destruction.

Ce qui est remarquable, c'est que tout cela s'est fait – que les corps ont été extraits – en utilisant les mécanismes mêmes de l'économie humaine, qui considère par principe que les vies humaines sont la valeur ultime, à laquelle rien ne saurait être comparé. Toutes ses institutions – les droits à payer pour les initiations, les moyens de calculer la culpabilité et la compensation, les monnaies sociales, le statut de gage en cas de dette – ont été transformées en leur contraire ; (...) comme les Tiv l'ont bien vu aussi, les engrenages et mécanismes conçus pour créer des humains se sont écroulés sur eux-mêmes et sont devenus des moyens de les détruire. (...) On peut observer des situations remarquablement proches dans toute l'Asie du Sud-Est, en particulier chez les montagnards et insulaires qui vivaient à la lisière des grands royaumes. Partout en Asie du Sud-Est, comme l'a souligné le premier historien de la région, Anthony Reid, la main d'œuvre est longtemps venue essentiellement des relations d'asservissement pour dettes.

Dans une économie humaine, chaque personne est unique et d'une valeur incomparable, car chacune est un nœud unique de relations avec d'autres. (...) Chaque relation est unique, même dans une société où elles sont toutes entretenues par un mouvement constant de don et contre-don d'objets génériques, comme le tissu de raphia ou les faisceaux de fils de cuivre (...). Dans ce type d'économie, la monnaie ne peut jamais se substituer à une personne : la monnaie est une façon de dire exactement cela, de reconnaître que la dette ne peut être payée.

L'exemple des Lele nous a donné une piste sur la façon dont on transforme un humain un objet d'échange. Comment fait-on d'une femme l'équivalent d'une autre, par exemple ? D'abord, en l'arrachant à son contexte ; autrement dit, en la coupant de ce réseau de relations qui fait d'elle ce qu'elle est, un confluent unique de rapports humains, pour la transformer en une valeur générique que l'on peut ajouter, soustraire et utiliser afin de mesurer des dettes. Cela nécessite une certaine violence. (...) Je ne parle pas d'une violence purement conceptuelle, mais littérale : la menace de briser les os, de meurtrir la chair, les coups de poing, les coups de pied – comme chez les Hébreux antiques : quand ils parlaient de leurs

filles « asservies », ils ne faisaient pas de poésie, ils pensaient à de vraies cordes, à de vraies chaînes.

La traite représentait, bien sûr, une violence d'une tout autre échelle. Nous parlons ici d'une destruction de proportions génocidaires, qui, si l'on se place au niveau de l'histoire mondiale, n'est comparable qu'à des événements comme l'anéantissement des civilisations du Nouveau Monde ou la Shoah.

Des organisations comme la Confédération Aro incarnent une stratégie tristement familière, qui a été appliquée par des fascistes, des mafias et des gangsters de droite partout : d'abord déchaîner la violence criminelle d'un marché sans limite ; où tout est à vendre et où le prix d'une vie devient extrêmement bas ; puis intervenir, offrir de rétablir un certain ordre – bien que cet ordre, par sa sévérité même, perpétue, intacts, l'ensemble des aspects les plus rentables du chaos antérieur. La violence est conservée dans la structure même de la loi. Ces mafias finissent aussi, presque invariablement, par imposer un code de l'honneur rigoureux où la morale consiste avant tout à payer ses dettes.

La traite en Afrique (...) a été une catastrophe sans précédent, mais les économies commerciales prenaient déjà des esclaves dans les économies humaines depuis des millénaires. Cette extraction est une pratique aussi ancienne que la civilisation. (...) L'esclavage n'est que l'aboutissement logique, la forme la plus extrême du processus.

Si nous sommes devenus une société de la dette, c'est parce que l'héritage de la guerre, de la conquête et de l'esclavage n'a jamais entièrement disparu. Il est toujours là, tapi dans nos conceptions les plus intimes de l'honneur et de la propriété – de la liberté, même. Simplement, nous ne sommes plus capables de le voir.

Chapitre 7

Honneur et avilissement

Tout indique que l'esclavage, exceptionnellement apte à arracher des êtres humains à leur contexte, à les museler en abstractions, a partout joué un rôle crucial dans l'essor des marchés. Donc, que se passe-t-il quand le même processus se produit plus lentement ? Il semble que cette histoire soit irrémédiablement perdue – puisque, tant au Moyen-Orient antique qu'autour de la Méditerranée antique, le plupart des véritables moments critiques ont eu lieu, apparemment, juste avant l'apparition des premiers documents écrits.

Partout (...), du monde antique à l'Amérique du Sud (...), lorsqu'on examine les façons dont une personne libre peut être réduite en esclavage, on trouve la même liste de possibilités : 1) par le droit de la force : a) parce qu'elle s'est rendue ou a été capturée à la guerre ; b) parce qu'elle a été victime d'un raid ou d'un rapt ; 2) par une sanction judiciaire pour un crime (entre autres, pour dettes) ; 3) par l'autorité paternelle (le père vend ses enfants) ; 4) par la vente volontaire de soi-même. Partout aussi, la capture à la guerre est la seule raison jugée absolument légitime. Toutes les autres posent des problèmes moraux. Le rapt est manifestement un crime, et les parents ne vendent leurs enfants que dans des situations désespérées.

La réponse d'(Ali Abd) Elwahed est d'une simplicité frappante : on devient esclave dans les situations où, sans cela, on serait mort. Pour la guerre, c'est une évidence : dans le

monde antique, le vainqueur était censé avoir un pouvoir absolu sur le vaincu, sa femme et ses enfants ; tous pouvaient être massacrés.

Le lecteur se demande peut-être : mais qu'est-ce que tout cela a à voir avec les origines de la monnaie ? La réponse, surprenante, est : tout. Il est clair que, parmi les formes de monnaie connues, certaines des plus sûrement archaïques servaient précisément à mesurer l'honneur et l'avilissement – autrement dit, la valeur de la monnaie était, en définitive, la valeur du pouvoir de transformer d'autres personnes en monnaie.

Ce que les systèmes celtiques avaient de très particulier (...), c'était leur aptitude à quantifier l'honneur avec précision. Il y avait un « prix de l'honneur » pour chaque personne libre – le prix à payer en cas d'insulte à sa dignité personnelle. (...) Le prix de l'honneur d'un paysan riche était de deux vaches et demie, un seigneur (...) portait son prix minimum à cinq vaches. (...) Il ne faut pas confondre le prix de l'honneur avec le wergeld – le prix réel de la vie d'un homme ou d'une femme. Si l'on tuait un homme, on payait des biens à hauteur de sept cumals pour l'avoir tué, et on ajoutait ensuite le prix de son honneur, pour avoir porté atteinte à sa dignité (en le tuant). Il est intéressant de constater que le prix du sang et le prix de l'honneur sont identiques dans le seul cas du roi. (...) Si l'on se dit que 21 vaches, ce n'est pas beaucoup pour un roi, je précise que l'Irlande avait à l'époque à peu près cent cinquante rois. La plupart n'avaient que deux mille sujets environ.

Ce qui rend les lois médiévales irlandaises si particulières de notre point de vue, c'est que leurs auteurs assignaient sans la moindre gêne une valeur monétaire précise à la dignité humaine. Pour nous, l'idée même de dire que la sainteté d'un prêtre ou la majesté d'un roi équivalent à un million d'œufs sur le plat ou à cent mille coupes de cheveux est vraiment bizarre. Ce sont justement des choses que l'on devrait considérer comme au-delà de toute quantification possible. Si les juristes irlandais médiévaux ressentaient les choses autrement, c'est parce qu'à cette époque on ne se servait pas de la monnaie pour acheter des œufs ou se faire couper des cheveux. C'est parce qu'il existait encore une économie humaine, où la monnaie était utilisée à des fins sociales, qu'il a été possible de créer un système aussi compliqué, qui permettait non seulement de mesurer, mais même d'ajouter et de soustraire des quantités précises de dignité humaine – et qui nous offre, ce faisant, un éclairage exceptionnel sur la vraie nature de l'honneur.

On voit bien la question qui se dessine : qu'arrive-t-il à ce type d'économie quand les gens prennent la monnaie qui sert à mesurer la dignité et se mettent à l'utiliser pour acheter des œufs et se faire couper les cheveux ? Comme le révèle l'histoire de la Mésopotamie et du monde méditerranéen antiques, il en résulte une crise morale profonde – et durable.

Dans les tout premiers textes sumériens, en particulier ceux qui datent, en gros, de 3000 à 2500 av. JC, les femmes sont partout. Non seulement les premières histoires conservent les noms de nombreuses souveraines, mais elles montrent clairement que les femmes étaient bien représentées parmi les médecins, les marchands, les scribes et les fonctionnaires et qu'elles avaient toute liberté de prendre part à la vie publique sous toutes ses formes. On ne peut pas parler de pleine égalité des sexes : les hommes étaient plus nombreux que les femmes dans tous les domaines. Mais on a le sentiment d'une société qui n'est pas si différente de ce qui existe aujourd'hui dans une grande partie du monde développé. Dans le millénaire qui suit, tout change. La place des femmes dans la vie civique s'érode. Peu à peu, la structure patriarcale qui nous est familière prend forme, avec son insistance sur la chasteté et la virginité avant le mariage, l'affaiblissement et, finalement, la disparition totale du rôle

des femmes dans l'Etat et les professions libérales, et la perte de leur indépendance juridique, qui fait d'elles des pupilles de leur mari. A la fin de l'âge de bronze, vers 1200 av. JC., nous commençons à voir quantité de femmes séquestrées dans des harems et (dans certains endroits au moins) assujettis au port obligatoire du voile.

On peut observer la même dynamique de restriction graduelle de la liberté des femmes en Inde et en Chine. (...) Il est certain que, plus l'Etat était militariste, plus ses lois à l'égard des femmes étaient sévères. mais j'ajouterai un autre argument, complémentaire. Historiquement, je l'ai dit, la guerre, les Etats et les marchés ont tendance à s'alimenter réciproquement. La conquête conduit aux impôts. Les impôts sont souvent des moyens de créer des marchés, qui sont commodes pour les soldats et les administrateurs. Dans le cas précis de la Mésopotamie, tout cela est entré en interférence complexe avec une explosion de la dette qui menaçait de transformer tous les rapports humains – et, par extension, le corps des femmes – en marchandises potentielles.

Un coup d'œil sur les documents dont nous disposons au sujet du mariage mésopotamien nous indique une piste sur la façon dont cela a pu se passer. (...) Là où la population est dense et la terre rare, on trouve plutôt la dot : ajouter une femme à la maisonnée, c'est lui ajouter une nouvelle bouche à nourrir, et, loin d'être payé, le père de la jeune mariée est censé apporter quelque contribution (terres, objets précieux, monnaie) à la subsistance de sa fille dans son nouveau foyer. A l'époque sumérienne, le principal paiement au mariage était un énorme don de denrées alimentaires du père du marié à celui de la mariée, en vue de l'organisation d'un festin somptueux pour les noces. Mais il semble s'être vite scindé en deux paiements, le premier pour la noce, le second pour le père de la femme, calculé – et souvent payé – en argent. (...) Mais, avec le temps, ce paiement, qu'on appelait le *terhatum*, a souvent pris le caractère d'un simple achat. On le nommait le « prix d'une vierge » - et ce n'était pas une simple métaphore, puisque déflorer illégalement une vierge était considéré comme une atteinte criminelle aux biens de son père. Se marier se disait « prendre possession » d'une femme ; c'était le même mot que pour l'appropriation de biens. En principe, une épouse, une fois possédée, devait à son mari une stricte obéissance, et souvent ne pouvait pas demander le divorce en cas de violences physiques.

Pour les femmes qui avaient des parents riches ou puissants, tout cela restait largement théorique : dans la pratique, elles s'en écartaient considérablement. Les filles de marchands, par exemple, recevaient en général des dots importantes en liquide, qui leur permettaient de se lancer elles-mêmes dans les affaires ou d'agir en partenaires de leur mari. Mais, pour les pauvres – c'est-à-dire la plupart des gens -, le mariage a pris de plus en plus l'allure d'une simple transaction monétaire. (...) Un mari ne pouvait pas vendre sa femme (...) Du moins dans les conditions normales. Mais tout changeait dès l'instant où il contractait un prêt. Car dans ce cas il avait parfaitement le droit nous l'avons vu – d'utiliser sa femme et ses enfants comme garanties, et, s'il était incapable de rembourser, on pouvait les lui prendre en tant qu' « asservis pour dettes », exactement comme il pouvait perdre ses esclaves, ses moutons et ses brebis. Autant dire qu'honneur et crédit étaient devenus de fait une seule et même chose : pour un homme pauvre au moins, être solvable, c'était, très précisément, avoir la maîtrise de sa maisonnée. Le revers de la médaille, c'est que les relations d'autorité domestique, qui devaient être, en principe, des rapports de sollicitude et de protection, sont devenues des droits de propriété qu'il était impossible d'acheter et de vendre. Pour les pauvres, là encore, les membres de la famille se sont alors transformés en marchandises qui pouvaient être louées ou vendues.

La crise la plus spectaculaire et durable s'est focalisée sur la prostitution. (...) L'histoire d'Enkidu, dans l'épopée de Gilgamesh, est l'expression la plus célèbre de cette identification de la prostituée à la civilisation. (...) Dès l'époque la plus reculée, les temples sumériens et babyloniens étaient entourés de prestataires de services sexuels beaucoup moins raffinés (...) Il reste que les origines de la prostitution commerciale sont manifestement indissociables d'un mélange très particulier de pratiques sacrées (ou anciennement sacrées), de commerce, d'esclavage et de dette.

Le patriarcat est né, d'abord et avant tout, du rejet des grandes civilisations urbaines, au nom d'une forme de pureté : c'est une réaffirmation du contrôle des pères contre les grandes villes comme Ourouk, Lagash et Babylone, perçus comme des lieux peuplés de fonctionnaires, et commerçants et de putains. C'est chez les éleveurs des confins, dans les déserts et les steppes à l'écart des vallées fluviales, que s'étaient enfuis les fermiers évincés et endettés. A toutes les époques, dans le Moyen-Orient antique, la résistance était moins une politique de la révolte qu'une politique de l'exode : on disparaissait avec son troupeau et sa famille – souvent juste avant qu'on ne vous prenne les deux.

Seul l'Ancien Testament, rédigé à l'autre extrémité du Croissant fertile, nous a transmis les points de vue des éleveurs révoltés. Toujours est-il que ses textes n'atténuent en rien l'idée que nous suggérons ici : l'extraordinaire insistance des rebelles sur l'autorité absolue des pères et la protection jalouse de leurs femmes et filles volages étaient une conséquence de – mais aussi une protection contre – la marchandisation des personnes dans les cités qu'ils avaient fui. Les livres saints du monde entier – l'Ancien et le Nouveau Testament, le Coran, la littérature religieuse, du Moyen Age à ce jour – font écho à cette voix de la rébellion qui associe le mépris de la vie urbaine corrompue, la méfiance à l'égard du marchand et, souvent, une intense misogynie. Il suffit de penser à l'image de Babylone elle-même, définitivement figée dans l'imagination collective comme le berceau de la civilisation, mais aussi comme la Ville des prostituées.

La prostitution commerciale avait une autre source : la paupérisation des paysans et leurs recours croissant à l'emprunt pour survivre en période de famine, ce qui conduisait à l'esclavage pour dettes (...). Des femmes finissaient comme prostituées parce que leurs parents étaient forcés de les vendre comme esclaves, ou parce que leur mari pauvre les utilisait ainsi. D'autres étaient auto-employées : cette profession était pour elles l'ultime moyen d'échapper à la servitude. Avec de la chance, elles pourraient s'élever dans la société en devenant des concubines.

Au milieu du second millénaire av. JC, c'était devenu un fait bien établi : la prostitution était un métier probable pour les filles des pauvres. Comme la régulation sexuelle des femmes des classes possédantes se faisait plus stricte, la virginité des filles respectables est devenu un actif financier pour la famille. On a donc fini par voir dans la prostitution commerciale une nécessité sociale pour satisfaire les besoins sexuels des hommes. Restait un problème : comment établir une distinction claire et permanente entre les femmes respectables et les autres ?

L'initiative la plus spectaculaire dont nous ayons connaissance pour résoudre le problème, indique Gerda Lerner, se trouve dans un code juridique du Moyen Empire assyrien rédigé entre 1400 et 110 av. JC, qui est également le premier document connu à faire référence au voile dans l'histoire du Moyen-Orient – et le premier aussi, souligne-t-elle, à faire de la police des frontières sociales une mission de l'Etat. Il n'est guère surprenant que la

chose se soit produite sous l'égide de l'Etat le plus notoirement militariste de tout le Moyen-Orient antique. Le code distingue soigneusement cinq catégories de femmes. Il y a, d'une part, les femmes respectables (dames mariées ou concubines), les veuves et les filles des hommes assyriens libres : elles « doivent se voiler » quand elles sortent dans la rue. D'autre part, les prostituées et les esclaves (et on entend par prostituées, désormais, les femmes non mariées qui servent les dieux dans les temples autant que les simples filles de joie) : elles n'ont pas le droit de porter le voile. (...) Quand nous parlons de femmes « respectables », il s'agit de celles dont le corps ne pouvait en aucune circonstance être acheté ou vendu. Leurs personnes physiques étaient cachées, reléguées en permanence dans la sphère domestique d'un homme. (...) Les femmes échangeables contre de la monnaie, en revanche, devaient être instantanément reconnaissables comme telles.

Les Etats semblent avoir joué un jeu complexe, un double rôle simultané. Ils alimentaient la marchandisation et intervenaient pour en modérer les effets : ils faisaient respecter les lois sur les dettes et sur les droits des pères et décrétaient périodiquement des amnisties.

Je pense que nous avons ici l'explication de ce déclin général des libertés des femmes observable dans toutes les grandes civilisations urbaines pendant une si longue partie de leur histoire. Toutes ont connu des événements semblables, même si les pièces du puzzle sont assemblées différemment dans chacune d'elles. L'histoire de la Chine, par exemple, a été marquée par des efforts constants et largement vains de l'Etat pour éradiquer le « paiement de la fiancée » et l'esclavage pour dettes ; elle a vu aussi des scandales périodiques autour de l'existence de « marchés de filles » (...). En Inde, le système des castes a permis de rendre explicites et d'officialiser des différences qui, sans lui, auraient relevé de l'écart entre riches et pauvres. Les brahmanes et autres membres des castes supérieures séquestraient jalousement leurs filles et les mariaient avec des dots somptueuses, tandis que les Indiens des castes inférieures pratiquaient le « paiement de la fiancée », ce qui permettait aux gens de haute caste (les « deux fois nés ») de les railler avec mépris parce qu'ils vendaient leurs filles. (...) Mais nulle part nos sources ne sont aussi riches et détaillées que pour la Grèce antique. L'une des raisons est évidente : l'économie marchande y est arrivée bien tard, près de trois mille ans après être apparue à Sumer.

Le monde des épopées homériques est dominé par des guerriers héroïques qui méprisent le commerce. A bien des égards, sa ressemblance avec l'Irlande médiévale est frappante. La monnaie existe, mais elle ne sert pas à acheter quoi que ce soit. Les hauts personnages vivent leur vie en cherchant l'honneur, concrétisé par les dépendants et les trésors. Un trésor, on peut en faire cadeau, l'attribuer comme trophée, l'emporter comme butin. (...) Tout cela changera radicalement quand les marchés commerciaux commencèrent à se développer, deux cents ans plus tard. Au départ, les pièces de monnaie grecques semblent avoir été essentiellement utilisées pour payer les soldats, ou pour régler des amendes et s'acquitter d'autres redevances et versements dus à l'Etat ou par l'Etat, mais, vers 600 av. JC, pratiquement toutes les cités-Etat grecques frappaient leurs propres pièces, symboles de leur indépendance civique. Ces pièces n'ont pas mis bien longtemps à devenir d'usage courant dans les transactions quotidiennes. dans les cités grecques du V^e siècle, l'agora, site du débat public et de l'assemblée du peuple, a acquis comme seconde fonction celle de « place du marché ».

L'un des premiers effets de l'arrivée d'une économie commerciale a été une série de crises de la dette comme en connaissaient depuis longtemps la Mésopotamie et Israël. « Les

pauvres, leurs femmes et leurs enfants étaient les esclaves des riches », résume Aristote dans sa Constitution d'Athènes. Des factions révolutionnaires sont apparues, elles ont exigé des amnisties, et la plupart des cités grecques sont tombées, au moins pour un temps, sous la coupe de dictateurs populistes portés au pouvoir, notamment, par l'exigence d'un allègement radical des dettes. Mais la solution qu'ont fini par trouver la plupart des cités a été très différente de celle qui s'était imposée au Proche-Orient. Au lieu d'institutionnaliser des amnisties périodiques, elles ont adopté des législations qui limitaient le péonage, après quoi, pour prévenir les futures crises, elles se sont tournées vers une politique d'expansion ; elles ont embarqué les enfants des pauvres sur les navires pour qu'ils aillent fonder des colonies outre-mer. Très vite, tout le littoral de la Crimée à Marseille a été ponctué de cités grecques, qui ont servi de conduit à un commerce d'esclaves très actif. L'abondance soudaine des esclaves possédés en pleine propriété a transformé du tout au tout la nature de la société grecque. Et d'abord – c'est son effet le plus connu -, elle a permis même à ses membres peu fortunés de prendre part à la vie politique et culturelle de leur cité et d'acquérir un authentique sentiment de citoyenneté.

D'un côté, nous avons une culture de protestation aristocratique contre la vile sensibilité commerciale que ses tenants prêtent aux simples citoyens. De l'autre, nous constatons chez les citoyens ordinaires une réaction proche du dédoublement de personnalité : ils s'efforcent simultanément de limiter ou même d'interdire certains aspects de la culture aristocratique. La pédérastie est ici un excellent exemple. L'amour entre un homme adulte et un garçon était perçu comme la pratique aristocratique par essence – c'étaient ainsi que les jeunes aristocrates s'initiaient, d'ordinaire, aux privilèges de la haute société. La *polis* démocratique l'a donc jugé politiquement subversif et elle a déclaré illégaux les rapports sexuels entre citoyens de sexe masculin. En même temps, pratiquement tout le monde s'est mis à en avoir.

L'habitude assyrienne du voile n'a pas fait tache d'huile au Moyen-Orient, *mais elle a été adoptée en Grèce*. Cela dût-il contredire complètement nos clichés sur l'origine des libertés « occidentales », les femmes qui vivaient dans la cité d'Athènes démocratique étaient censées porter le voile quand elles se risquaient dans l'espace public, mais pas celles qui vivaient en Perse ou en Syrie.

Dans un système héroïque, seules dettes d'honneur – la nécessité de rendre les dons, de tirer vengeance, de sauver ou racheter les parents ou amis faits prisonniers – opèrent entièrement selon une logique du donnant-donnant, de l'échange d'une chose contre une autre. L'honneur se confond avec le crédit : c'est la capacité de tenir ses promesses, mais aussi, en cas d'offense, de « régler ses comptes ». Comme le suggère cette expression, c'était une logique monétaire, mais le rôle de la monnaie, ou du moins des relations du type monétaire, se limitait à cela. Graduellement, subtilement, sans que personne comprenne vraiment toutes les conséquences de ce qui se passait, ce qui avait été l'essence même des relations morales s'est mué en instrument de toutes sortes de stratagèmes malhonnêtes.

Nous voyons aussi le danger omniprésent de la violence prédatrice, qui réduit les êtres humains à l'état de marchandises et introduit, ce faisant, dans la vie économique les calculs les plus féroces – ceux des pirates, mais plus encore, peut-être, ceux des usuriers : ils rôdent autour du marché en proposant un crédit à des conditions très dures à ceux qui, venus payer la rançon d'un parent, se trouvent financièrement à court, et ils pourront ensuite demander à l'Etat de les autoriser à recruter des hommes armés pour faire appliquer les termes du contrat.

Des activités illégales en liquide, en général avec violence, et un crédit à des conditions extrêmement dures, que l'on fait respecter aussi par la violence : c'est sur cette même conjonction qu'ont été bâtis à toutes les époques d'innombrables « milieux » du crime.

L'Empire romain, après tout, n'englobait qu'une petite partie de la planète ; l'Eglise catholique romaine s'est étendue beaucoup plus loin ; le droit romain a fini par fournir partout le langage et les bases conceptuelles des ordres juridiques et constitutionnels. De l'Afrique du Sud au Pérou, les étudiants en droit sont censés passer un temps considérable à mémoriser les termes techniques en latin, et c'est au droit romain que nous devons pratiquement toutes nos conceptions fondamentales du contrat, de l'obligation, des délits, de la propriété et de la juridiction – ainsi que, plus largement, nos idées de la citoyenneté, des droits et des libertés, sur lesquelles repose aussi la vie politique. (...) En droit romain, la propriété, ou *dominium*, est une relation entre une personne et une chose caractérisée par le pouvoir absolu de cette personne sur cette chose.(...) En réalité la propriété n'est pas une relation entre une personne et une chose. C'est une entente ou une convention entre des personnes concernant des choses.

L'explication la plus convaincante que j'ai rencontrée est celle d'Orlando Patterson : la notion de propriété privée absolue dérive en réalité de l'esclavage. On peut imaginer la propriété non comme une relation entre des personnes, mais comme une relation entre une personne et une chose, quand on part d'une relation entre deux personnes dont l'une est aussi une chose. (C'est ainsi que l'esclave était défini en droit romain : c'était une personne qui était aussi une res, une chose). (...) Le mot *dominium*, qui signifie « propriété privée absolue », n'est pas particulièrement ancien. Il n'apparaît en latin qu'à la fin de la République, à peu près au moment où des centaines de milliers de travailleurs captifs sont déportés en Italie et où Rome, par conséquent, commence à devenir une véritable société esclavagiste. En 50 av. JC, les auteurs romains en étaient simplement venus à postuler que tous les travailleurs appartenaient à quelqu'un d'autre.

Quand ils ont créé la notion de *dominium*, et par là même le principe moderne de propriété privée absolue, voici ce qu'ont fait, pour l'essentiel, les juristes romains : ils ont pris un principe d'autorité domestique, de pouvoir absolu sur des personnes, puis défini certaines de ces personnes (les esclaves) comme des choses, et enfin étendu la logique initialement conçue pour les esclaves aux oies, aux chars, aux granges, aux coffres à bijoux. (...) Il est révélateur que la toute première législation romaine en matière de dette se soit singularisée aussi par sa dureté, puisqu'elle autorisait les créanciers à exécuter les débiteurs insolvables. L'histoire primitive de Rome, comme celle des cités-Etats grecques à leurs débuts, a été marquée par une lutte politique permanente entre créanciers et débiteurs, jusqu'au jour où l'élite romaine a fini par comprendre le principe qu'avaient appris la plupart de ses homologues méditerranéennes prospères : avec des paysans libres on a une armée plus efficace, et les armées conquérantes peuvent ramener des prisonniers de guerre capables de faire tout ce que faisaient jusque-là les « asservis pour dettes ». Elle avait donc intérêt, en fait, à conclure un compromis social : autoriser une représentation populaire limitée, interdire l'esclavage pour dettes, canaliser une partie des fruits de l'empire vers le paiement d'aides sociales. (...) L'asservissement pour dettes avait réduit les relations familiales à des rapports de propriété ; les réformes sociales conservaient le nouveau pouvoir des pères, mais les mettaient à l'abri de l'endettement.

Ce qui rend l'esclavage romain si inhabituel, à l'échelle de l'histoire, c'est la conjonction de deux facteurs. Le premier est son arbitraire. Le contraste est spectaculaire, par exemple, avec l'esclavage dans les plantations des Amériques : les Romains n'avaient pas le

sentiment que certains êtres étaient naturellement inférieurs, donc voués à être esclaves. L'esclavage était perçu comme un malheur qui pouvait arriver à tout le monde. Il n'y avait donc aucune raison pour qu'un esclave ne puisse, parfois, être en tout point supérieur à son maître : doté d'une intelligence plus vive, d'un sens moral plus fin, d'un goût plus sûr et d'une compréhension plus approfondie de la philosophie. Le maître pouvait même être prêt à le reconnaître.

Même dans (le) nouveau monde médiéval, cependant, l'ancienne conception romaine de la liberté s'est maintenue. La liberté, c'était simplement le pouvoir. Quand les théoriciens médiévaux de la politique évoquaient la « liberté », ils voulaient parler, d'ordinaire, du droit d'un seigneur à faire tout ce qui lui plaisait sur ses terres.

Nous pouvons à présent comprendre avec précision comment les libéraux comme Adam Smith ont pu imaginer le monde comme ils l'ont fait. C'est une tradition qui postule que la liberté est, par essence, le droit de faire ce qu'on veut avec sa propriété. Et elle ne fait pas seulement de la propriété un droit ; elle traite les droits eux-mêmes comme une forme de propriété. C'est peut-être le plus grand paradoxe de tous. Nous sommes tellement habitués à penser que nous « avons » des droits – que les droits sont quelque chose que l'on peut posséder – que nous nous demandons rarement ce que cela veut vraiment dire. En réalité (comme les juristes médiévaux le savaient fort bien), le droit d'un homme est simplement l'obligation d'un autre. Mon droit à la liberté d'expression est l'obligation des autres de ne pas me sanctionner pour avoir parlé.

L'esclavage officiel a été éliminé, mais la possibilité d'aliéner sa liberté, au moins, temporairement, demeure (tous ceux qui travaillent huit heures par jour peuvent l'attester). En fait, elle détermine ce que nous avons à faire, pour la plupart, pendant l'essentiel de notre vie éveillée, sauf en général le week-end. La violence a été évacuée hors de notre vue. Mais c'est surtout parce que nous ne sommes plus capables d'imaginer à quoi ressemblerait un monde fondé sur des dispositions sociales qui n'exigeraient pas la menace permanente des tasers et des caméras de surveillance.

Chapitre 8

Crédit contre lingot

Ce qui est vraiment remarquable quand on consulte les données historiques, c'est que l'esclavage a été aboli – ou éliminé de fait – plusieurs fois dans l'histoire de l'humanité. En Europe, par exemple, cette institution s'est pratiquement évanouie au cours des siècles qui ont suivi l'effondrement de l'Empire romain – un succès de portée historique, rarement reconnu par ceux qui voient volontiers dans ces événements les débuts de l'« Âge des ténèbres ». Nul ne sait vraiment comment cela s'est passé. De l'avis quasi général, la propagation du christianisme est sûrement pour quelque chose, mais elle n'a pu être la cause directe de cette disparition, puisque l'Eglise n'a jamais explicitement condamné l'esclavage et, dans bien des cas, l'a défendu. En fait, son abolition a eu lieu, semble-t-il, *malgré* l'opinion des intellectuels et des autorités politiques de l'époque. Mais elle a eu lieu, et ses effets ont été durables. L'esclavage est resté si universellement détesté dans l'esprit populaire que même mille ans plus tard, quand les marchands européens ont commencé à tenter de ressusciter ce commerce, ils ont constaté que leurs compatriotes ne supporteraient pas l'esclavagisme dans leur pays.

De plus, la mort de l'esclavage antique n'est pas un phénomène limité à l'Europe. Il est remarquable que, à peu près à la même époque – autour de 600 ap. JC -, il se passe pratiquement la même chose en Inde et en Chine, où, en quelques siècles marqués par beaucoup de désordres et de confusion, l'esclavage en pleine propriété cesse pour l'essentiel d'exister. Tout cela suggère que les moments d'opportunité historique – ceux où un changement sérieux est possible – suivent une structure distincte, et même cyclique, qui est depuis longtemps beaucoup plus coordonnée sur l'ensemble de l'espace géographique que nous ne l'aurions imaginé.

Dans ce parcours, un évènement domine tous les autres : l'invention des pièces de monnaie. Il s'avère qu'elles sont apparues indépendamment en trois lieux différents, presque simultanément : dans la grande plaine de Chine du Nord, dans la vallée du Gange au nord-est de l'Inde, et autour de la mer Égée – dans les trois cas entre 600 et 500 av. JC approximativement. La raison n'était nullement une soudaine innovation technologique : les techniques utilisées pour fabriquer les premières pièces ont été entièrement différentes d'un cas à l'autre. C'était une transformation sociale. Pourquoi cela s'est-il passé précisément de cette façon ? C'est un mystère historique. Mais voici ce que nous savons : pour une raison indéterminée, en Lydie, en Inde et en Chine, des monarques locaux ont jugé que les anciens systèmes de crédit en vigueur dans leur royaume n'étaient plus adéquats, et ils ont commencé à mettre en circulation de minuscules fragments de métaux précieux – métaux jusque-là essentiellement utilisés pour le commerce international, sous forme de lingots – et à encourager leurs sujets à s'en servir dans leurs transactions quotidiennes. A partir de là, l'innovation a fait tache d'huile. Pendant plus d'un millénaire, les États du monde entier se sont mis à battre monnaie. Puis, vers 600 ap. JC, à peu près à l'époque où l'esclavage disparaissait, la tendance s'est soudain totalement inversée. Les liquidités se sont tariées. Partout, il y a eu un retour du crédit.

Les pièces d'or et d'argent se distinguent des accords de crédit par une caractéristique spectaculaire : on peut les voler. Une dette est, par définition, un document archivé, et une relation de confiance. En revanche, celui qui accepte de l'or ou de l'argent en échange d'une marchandise n'a besoin de faire confiance qu'à l'exactitude de la balance, à la qualité du métal et à la probabilité qu'un autre sera prêt à l'accepter.

Bref, si les systèmes de crédit l'emportent, en général, dans les périodes de relative paix sociale, ou au sein de réseaux de confiance (créés par des États ou, comme ce fut le cas à la plupart des époques, par des institutions transnationales, telles les corporations de marchands ou les communautés confessionnelles), dans les périodes caractérisées par la guerre et le pillage généralisé ils sont souvent remplacés par les métaux précieux. De plus, si le crédit prédateur a continué dans toutes les périodes de l'histoire de l'humanité, il est clair que c'est dans celles où les fonds étaient le plus aisément convertibles en liquidités que ses « crises de la dette » ont fait le plus de dégâts.

Le cycle commence par l'Âge des premiers empires agraires (3500-800 av. JC), dominé par la monnaie virtuelle de crédit. Puis vient l'Âge axial (800 av. JC – 600 ap. JC), qui sera étudié au chapitre suivant : il est caractérisé par l'essor du monnayage et par un passage généralisé au lingot métallique. Le Moyen Âge (600-1450 ap. JC), qui a vu un retour à la monnaie virtuelle de crédit, sera analysé au chapitre 10 ; le chapitre 11 examinera le retournement suivant du cycle, l'Âge des empires capitalistes, qui a commencé vers 1450 par un retour planétaire massif aux lingots d'or et d'argent, et dont on peut dire qu'il n'a vraiment

pris fin qu'en 1971, quand Richard Nixon a fait savoir que le dollar des États-Unis ne serait plus convertible en or.

Il est bien connu que la pierre de Rosette, rédigée à la fois en grec et en égyptien, a donné la clé qui a permis de traduire les hiéroglyphes. Mais peu de gens savent ce que dit son texte. Cette stèle avait été dressée à l'origine pour annoncer une amnistie des débiteurs et des prisonniers, décrétée par Ptolémée V en 196 av. JC.

Nous ne pouvons pratiquement rien dire de l'Inde de l'âge du bronze, puisque son écriture reste indéchiffrable, et guère sur la Chine des premiers temps. Le peu que nous savons – essentiellement puisé de-ci de-là dans d'infimes fragments de sources littéraires ultérieures – semble indiquer que les tout premiers États chinois étaient beaucoup moins bureaucratiques que leurs cousins occidentaux. (...) Les données suggèrent un chemin différent, où des monnaies sociales de divers types sont restés en vigueur dans les campagnes et ont été reconverties à des fins commerciales dans les transactions entre étrangers.

Chapitre 9

L'Âge axial (800 av. JC – 600 ap. JC)

L'expression « Âge axial » a été forgée par le philosophe allemand Karl Jaspers. En écrivant une histoire de la philosophie, il a fait un constat fascinant : des personnages comme Pythagore (570-495 av. JC), Bouddha (563-483 av. JC) et Confucius (551-479 av. JC) ont vécu exactement à la même époque, et, pendant cette période, la Grèce, l'Inde et la Chine ont connu en même temps une soudaine floraison de débats entre écoles intellectuelles rivales, sans qu'aucune de ces régions, apparemment, ait eu connaissance de l'existence des autres.

Pour Jaspers, l'Âge axial commence avec le prophète perse Zoroastre, vers 800 av. JC, et se termine autour de 200 av. JC ; il est suivi par un âge spirituel centré sur des figures comme Jésus et Mahomet. À mes propres fins, il me paraît utile de fusionner les deux. Je définirai donc l'Âge axial comme la période historique qui va de 800 av. JC à 600 ap. JC. J'en fais ainsi l'âge qui a vu naître non seulement toutes les grandes tendances philosophiques mondiales, mais aussi toutes les grandes religions du monde actuel : le zoroastrisme, le judaïsme prophétique, le bouddhisme, le jaïnisme, l'hindouisme, le confucianisme, le taoïsme, le christianisme et l'islam. Le lecteur attentif a peut-être remarqué que la période noyau de l'Âge axial de Jaspers, l'époque où vivaient Pythagore, Confucius et Bouddha, correspond presque exactement à celle où l'on a inventé les pièces de monnaie. De plus, les trois régions du monde où elles ont été inventées étaient aussi celles où vivaient ces sages.

Il semble que les premières pièces du monde aient été créées dans le royaume de Lydie, en Anatolie occidentale (la Turquie actuelle), vers 600 av. JC. Ces monnaies lydiennes initiales n'étaient, au fond, que de petits galets d'électrum – un alliage d'or et d'argent présent à l'état naturel dans le fleuve local, le Pactole – que l'on avait chauffés puis martelés pour y inscrire des signes. Les toutes premières, qui ne portaient que quelques lettres, ont apparemment été fabriquées par des bijoutiers ordinaires, mais elles ont disparu presque instantanément, pour être remplacées par des pièces issues d'une Monnaie royale récemment créée. (...) En Inde comme en Chine, nous pouvons observer la même évolution : inventée par des particuliers, l'émission des pièces de monnaie a vite été monopolisée par l'Etat.

Les recherches récentes ont largement éclairci la façon dont cela a dû se passer. L'or, l'argent et le bronze – les matériaux dont étaient faites les pièces – servaient depuis longtemps de moyens de paiement dans le commerce international ; mais jusqu'à cette époque, seuls les riches en avaient vraiment détenu de grosses quantités. Le paysan sumérien moyen n'avait peut-être jamais eu l'occasion de tenir en main un objet d'argent de belle taille, sauf peut-être lors de son mariage. (...) Pendant l'Âge axial, tout a changé. L'argent, l'or et le cuivre ont été massivement « déthésaurisés », comme à dire les historiens de l'économie : ils ont été retirés des temples et des maisons des riches, sont passés entre les mains des citoyens ordinaires, ont été fragmentés en tout petits morceaux et ont commencé à servir aux transactions quotidiennes. Comment ? l'helléniste David Schaps suggère la réponse la plus plausible : par le pillage, dans la plupart des cas. C'était une période de guerre générale, et il est dans la nature de la guerre que les objets de valeur soient volés. « Si le pillage a mis les métaux précieux entre les mains des soldats, le marché les a répandus dans toute la population ».

Mais l'Âge axial a vu également l'essor d'un autre phénomène, et, là encore, aussi bien en Chine qu'en Inde et autour de la mer Égée : des armées d'un type inédit, qui n'étaient pas composées d'aristocrates guerriers suivis de leurs hommes, mais de professionnels entraînés.

En décrétant que seules leurs propres pièces seraient acceptables pour régler les redevances, les amendes et les impôts, les États ont réussi à submerger les innombrables monnaies sociales qui existaient sur leurs territoires et à instaurer une sorte de marché national unifié. De fait, l'une des théories en présence soutient que les toutes premières pièces lydiennes ont été explicitement inventées pour payer les mercenaires. (...) Les Phéniciens, par exemple, sont considérés comme les principaux marchands et banquiers de l'Antiquité. Ils étaient aussi de grands inventeurs, puisqu'ils ont été les premiers à élaborer l'alphabet et l'abaque. Pourtant, pendant des siècles après l'invention des pièces de monnaie, ils ont préféré continuer à mener leurs affaires comme ils l'avaient toujours fait, avec des lingots bruts et des reconnaissances de dettes. Les cités phéniciennes n'ont émis aucune monnaie jusqu'en 365 av. JC, et si Carthage, la grande colonie phénicienne d'Afrique du Nord qui a fini par dominer le commerce en méditerranée occidentale, l'a fait un peu plus tôt, c'est seulement quand « elle y a été contrainte pour payer les mercenaires siciliens ; et ces pièces portaient en punique l'inscription “pour les gens du camp” ».

En comparant Athènes – avec son vaste empire maritime – et Rome, nous pouvons immédiatement détecter des similitudes frappantes. Dans les deux cités, l'histoire commence par une série de crises de la dette. À Athènes, la première de ces crises, celle qui aboutit aux réformes de Solon en 594 av. JC, survient si tôt qu'il est difficile d'imaginer que le monnayage y ait joué un rôle. À Rome aussi, les toutes premières crises semblant antérieures à l'apparition des pièces de monnaie. Dans les deux cas, leur frappe a plutôt été une solution. Pour résumer, on pourrait dire que ces conflits autour de la dette avaient deux issues possibles. La première était la victoire des aristocrates, auquel cas les pauvres restaient « les esclaves des riches » - ce qui, dans la pratique, voulait dire que la plupart des gens finissaient par devenir les clients d'un patron fortuné. Ce type d'État était en général militairement inefficace. Dans la seconde issue possible, les factions populaires l'emportaient et appliquaient leur programme habituel de redistribution des terres et de protection contre le pèonage : elles créaient ainsi les bases d'une classe de paysans libres dont les enfants pourraient sans problème passer une grande partie de leur temps à s'entraîner pour la guerre.

Ces crises conduisaient à des moments dits de « sécession de la plèbe » : les gens du peuple quittaient leurs champs et leurs ateliers, allaient camper en dehors de la ville et menaçaient de faire défection en masse – intéressante option intermédiaire entre les révoltes populaires de la Grèce et la stratégie de l'exode généralement suivie en Égypte et en Mésopotamie. Là aussi, en dernière analyse, les patriciens devaient faire un choix : ils pouvaient utiliser les prêts agricoles pour transformer peu à peu la population plébéienne en une classe d'asservis travaillant dans leurs domaines ; ou bien ils pouvaient satisfaire les revendications populaires en matière de protection contre la dette, maintenir une paysannerie libre et employer les fils des paysans libres comme soldats. La longue histoire des crises de sécession et de réforme montre clairement qu'ils n'ont choisi entre les deux solutions qu'avec beaucoup de réticence. La plèbe a dû pratiquement forcer la main aux patriciens de la classe sénatoriale pour retiennent l'option impérialiste. Mais ils l'ont fait et, au fil du temps, ils ont graduellement instauré un système d'État-providence qui recyclait au moins une partie du butin vers les soldats, les vétérans et leurs familles.

Une conjonction paraît révélatrice : la date traditionnelle d'émission des premières monnaies romaines – 338 av. JC - est presque la même que celle où l'asservissement pour dettes a été définitivement interdit (326 av. JC). Dans ce cas non plus, la frappe des pièces de monnaie à partir des butins de guerre n'a pas provoqué la crise. Elle a servi à la résoudre.

Une dernière remarque. En Grèce comme à Rome, les tentatives pour résoudre les crises de la dette par l'expansion militaire ont toujours été, en dernière analyse, de simples contre-feux au problème – et elles ne fonctionnaient que pour un temps limité. Quand l'expansion s'arrêtait, tout redevenait comme avant. (...) Finalement (...) le petit espace de liberté qui avait été créé par la plèbe a été complètement détruit, et la paysannerie libre en grande partie éliminée. À la fin de l'Empire, la plupart des ruraux qui n'avaient pas des esclaves au sens plein du terme étaient devenus de fait, à cause de la dette, des péons d'un riche propriétaire. C'est cette situation qu'ont fini par officialiser juridiquement les décrets impériaux qui ont lié les paysans à la terre. N'ayant plus de paysannerie libre pour constituer la base de ses armées, l'État s'est vu de plus en plus contraint d'armer et d'employer des barbares germaniques venus d'au-delà des frontières de l'Empire – avec des résultats qu'il est inutile de rappeler.

Nous assistons donc à un étrange mouvement de va-et-vient, d'attaque et de riposte, où le marché, l'État, la guerre et la religion ne cessent de se séparer et de fusionner. Je vais résumer tout cela le plus brièvement possible :

- 1) Les marchés sont d'abord apparus, au moins au Proche-Orient, en tant qu'effets secondaires des systèmes administratifs d'État. Mais, avec le temps, la logique du marché s'est trouvée mêlée aux questions militaires, au point de devenir presque indistinguable de la logique mercenaire des guerres de l'Âge axial. Après quoi elle a fini par conquérir l'État lui-même ; par définir sa raison d'être.
- 2) Résultat : partout où nous voyons émerger le complexe « armée-pièces de monnaie-esclavage », nous voyons naître aussi des philosophies matérialistes. En fait, elles le sont aux deux sens du terme : elles envisagent un monde fait de forces matérielles, et non de puissances divines ; et elles voient dans l'accumulation de richesses matérielles la fin ultime de l'existence humaine, ravalant des idéaux comme la morale et la justice au statut d'instruments qui servent à satisfaire les masses.
- 3) Partout aussi, nous trouvons des philosophes qui réagissent contre cette approche en explorant les idées d'humanité et d'âme afin de tenter de trouver un nouveau fondement à l'éthique et à la morale.

- 4) Partout, certains de ces philosophes ont fait bloc avec les mouvements sociaux qui se constituaient inévitablement face aux nouvelles élites, extraordinairement violentes et cyniques. Il en est résulté un phénomène nouveau dans l'histoire de l'humanité : des mouvements populaires qui étaient aussi des mouvements intellectuels, parce qu'on postulait que les adversaires des dispositifs politiques existants devaient agir au nom d'une théorie sur la nature de la réalité.
- 5) Partout, ces mouvements ont été d'abord et avant tout des mouvements pacifistes, qui récusait les idées nouvelles faisant de la violence, et notamment de la guerre d'agression, le fondement de la politique.
- 6) Partout également, semble-t-il, il y a eu un élan initial pour refonder la morale en utilisant les nouveaux outils intellectuels apportés pour refonder la morale en utilisant les nouveaux outils intellectuels apportés par les marchés impersonnels, et partout cet effort a échoué. Le moïsme, avec sa notion de profit social, a connu un bref épanouissement, puis s'est écroulé. Il a été remplacé par le confucianisme, qui rejetait totalement ces idées. Nous avons vu que réimaginer la responsabilité morale en termes de dette – démarche apparue à la fois en Grèce et en Inde – est une tentative presque inévitable, certes, dans le nouveau contexte économique, mais qui se révèle uniformément insatisfaisante. L'impulsion la plus forte consiste à imaginer un autre monde, où la dette – et avec elle tout ce qui nous lie au monde profane – peut être totalement anéantie, où les attachements sociaux font figure de formes d'asservissement ; comme le corps est une prison.
- 7) L'état d'esprit des monarques a changé au fil du temps. Au début, la plupart semblent avoir opté pour la tolérance amusée à l'égard des nouveaux mouvements philosophiques et religieux, tout en embrassant en privé, sous une forme ou sous une autre, la Realpolitik la plus cynique. Mais quand les cités et principautés en guerre ont été remplacées par des grands empires, et surtout quand ces empires ont commencé à atteindre les limites de leur expansion, ce qui a mis en crise le complexe « armée – pièces de monnaie – esclavage », soudain, tout a changé. En Inde, Ashoka a tenté de refonder son royaume sur le bouddhisme. À Rome, Constantin s'est tourné vers les chrétiens. En Chine, l'empereur Han Wu-Ti (157-187 av JC), confronté à une crise militaire et financière du même ordre, a fait du confucianisme la philosophie d'État. (...) L'Empire chinois a duré deux mille ans, presque toujours avec le confucianisme pour idéologie officielle. Dans le cas de Constantin, l'Empire d'Occident s'est écroulé, mais l'Église romaine a duré. le projet qui a eu le moins de succès, pourrait-on dire, a été celui d'Ashoka.
- 8) L'effet ultime a été une sorte de division idéale des sphères d'activité humaine, qui dure jusqu'à nos jours : d'un côté le marché, de l'autre la religion. Pour le dire crûment, si l'on consacre un espace social précis exclusivement à l'acquisition intéressée de biens matériels, il est pratiquement inévitable que, très vite, quelqu'un vienne délimiter un autre espace où il prêchera que, du point de vue des valeurs ultimes, les biens matériels n'ont pas d'importance, que l'intérêt personnel ou même le moi sont des illusions et qu'il vaut mieux donner que recevoir. (...) Il est déjà sûrement révélateur que toutes les religions de l'Âge axial aient mis l'accent sur la charité, notion qui n'existait pratiquement pas aux époques antérieures. La pure cupidité et la pure générosité sont des concepts complémentaires ; aucun des deux ne serait réellement imaginable sans l'autre ; les deux ne pouvaient apparaître que dans des contextes institutionnels qui insistaient sur des comportements de ce type, purs et unidimensionnels ; et il semble bien que les deux soient apparus ensemble partout où est également entrée en scène la monnaie physique, impersonnelle, faite pour payer comptant.

Les seules collectivités qui aient réussi à abolir l'esclavage dans le monde antique ont été des sectes religieuses comme les Esséniens – et elles l'ont fait, concrètement, en se retirant de l'ordre général de la société pour constituer leurs propres communautés utopiques.

Partout aussi, les nouvelles autorités religieuses ont commencé à s'attaquer sérieusement à la désagrégation sociale créée par la dette.

Chapitre 10

Le Moyen Âge (600-1450)

Partout, l'époque a commencé par l'effondrement des empires. Finalement, de nouveaux États se sont constitués, mais dans ces nouveaux États le lien entre guerre, lingots et esclavage était rompu. La conquête et l'acquisition pour elle-même n'étaient plus célébrées comme la finalité de toute vie politique. En même temps, la vie économique, de la conduite du commerce international à l'organisation des marchés locaux, était de plus en plus réglementée par les autorités religieuses. L'un des effets a été un mouvement général pour maîtriser, ou même interdire, le crédit prédateur. Un autre a été le retour, dans toute l'Eurasie, à diverses formes de monnaie virtuelle de crédit. (...) Pour la majorité d'entre nous, « médiéval » reste synonyme de superstition, d'intolérance et d'oppression. Mais pour la plupart des habitants de la planète, cette époque ne pouvait apparaître que comme une amélioration extraordinaire après les terreurs de l'Âge axial.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les « codes barbares » pour constater que, même au cœur de l' « âge des ténèbres », les gens tenaient toujours soigneusement leurs comptes en monnaie romaine quand ils calculaient les taux d'intérêt, les contrats et les hypothèques. Certes, les villes ont rétréci, et beaucoup ont été abandonnées, mais même cette évolution-là a été une demi-bénédiction. Incontestablement, l'effet sur l'alphabétisation a été terrible ; gardons-nous toutefois d'oublier que les cités antiques ne pouvaient se maintenir qu'en pompant les ressources des campagnes. La Gaule romaine, par exemple, était un réseau de cités liées par les célèbres voies romaines à une interminable succession de plantations esclavagistes qui appartenaient aux notables urbains. Après 400 ap. JC ou approximativement, la population des villes a radicalement baissé, mais les plantations ont disparu.

L'agriculture médiévale n'était pas moins efficace que l'agriculture antique (en fait, elle l'est vite devenue beaucoup plus), et la quantité de travail requise pour nourrir une poignée de guerriers à cheval et d'ecclésiastiques n'avait sûrement rien de commun avec celle qu'exigeait l'approvisionnement de villes entières. Si opprimés qu'aient pu être les serfs médiévaux, leur triste sort n'était rien comparé à celui de leurs homologues de l'Âge axial. Il reste que, pour analyser au mieux le Moyen Âge proprement dit, il faut considérer qu'il n'a pas commencé en Europe, mais en Inde et en Chine, entre 400 et 600 ap. JC, puis qu'il a balayé l'essentiel de la moitié occidentale de l'Eurasie avec l'avènement de l'Islam. Il n'a réellement atteint l'Europe que quatre cents ans plus tard.

En Inde. La plupart des historiens en sont venus à évoquer, tout à fait comme en Europe, un effondrement de l'économie monétaire et un « retour au troc ». Ici aussi, cela paraît totalement faux. Ce qui avait disparu, c'étaient les moyens militaires de soutirer des ressources aux paysans. (...) De grosses quantités d'or ont fini par affluer dans les coffres des monastères (...) et les temples, soit entreposé dans les trésors, soit coulé en autels et en objets

du culte ou intégré aux dorures des sanctuaires. Et, surtout, il a servi à faire des statues aux dieux.

A elle seule, la création de milliers de temples hindouistes a certainement signifié des centaines de milliers, voire des millions de prêts à intérêt. (...) Les lois distinguaient aussi cinq façons différentes de payer cet intérêt, dont la plus importante pour notre propos est « l'intérêt corporel » - le travail physique dans la maison ou dans les champs du créancier, à effectuer jusqu'au moment où le principal aura été remboursé. Mais, même ici, les considérations de caste étaient essentielles. Nul ne pouvait être contraint de servir quelqu'un d'une caste inférieure à la sienne.

L'Inde est devenue un exemple tristement célèbre de pays où une très grande partie de la population laborieuse peine en situation de péonage pour un propriétaire foncier ou un autre créancier. (...) Vers l'an 1000, les restrictions qu'imposaient les codes hindouistes à la pratique de l'usure par les membres des castes supérieures ont largement disparu. D'un autre côté, c'est aussi vers l'an 1000 que l'islam est apparu en Inde – et cette religion était bien décidée à supprimer complètement l'usure. (...) L'Inde a été un cas inhabituel par sa résistance à la séduction des grandes religions de l'Âge axial, mais la structure fondamentale est bien là : le déclin de l'empire, des armées et de l'économie du paiement comptant, et l'ascension d'autorités religieuses indépendantes de l'Etat, qui doivent largement leur légitimité populaire à leur aptitude à régler des systèmes de crédits émergents.

On pourrait dire que la Chine occupe la position diamétralement opposée. C'est la seule région où une tentative de la fin de l'Âge axial pour unir l'empire et la religion a été un succès total. Certes, ici comme ailleurs, il y a eu une période initiale d'effondrement : après la chute de la dynastie Han, vers 220 ap. JC, l'Etat central s'est écroulé, les villes ont considérablement rétréci, les pièces de monnaie ont disparu, etc. Mais en Chine tout cela n'a été que temporaire. Comme Max Weber l'a fait observer il ya bien longtemps, une fois que l'on a créé une bureaucratie vraiment efficace, il est presque impossible de s'en débarrasser. Et la bureaucratie chinoise était exceptionnellement efficace. Le vieux système Han n'a pas tardé à refaire surface : un Etat centralisé, géré par des aristocrates-lettrés confucéens rompus à l'étude des classiques littéraires, sélectionnés par un système national d'examens, travaillant dans des bureaux régionaux et nationaux minutieusement organisés, où l'offre de monnaie, comme toutes les autres questions économiques, était surveillée et régulée en permanence.

Les deux grandes menaces auxquelles étaient confrontées les autorités étaient toujours les mêmes : les peuples nomades du Nord (...) et l'agitation populaire, voire la révolte. Cette agitation était quasi permanente et opérait à une échelle inconnue ailleurs dans l'histoire de l'humanité. Pendant certaines décennies de l'histoire de la Chine, le rythme des soulèvements paysans signalés dans les archives a été d'environ *1,8 par heure*. De plus, ces soulèvements étaient souvent victorieux. La plupart des plus illustres dynasties chinoises qui n'ont pas été instaurées par une invasion barbare (comme les Yuan ou les Qing) sont nées d'insurrections paysannes (les Han, les Tang, les Song et les Ming). Nous n'observons ce genre de choses dans aucune autre région du monde.

L'Etat confucéen a peut-être été la bureaucratie la plus grande et la plus durable du monde, mais il s'est fait l'actif promoteur des marchés, et la vie commerciale est donc vite devenue infiniment plus raffinée et les marchés plus développés en Chine que partout ailleurs dans le monde. (...) Les résultats sont indéniables. Pendant l'essentiel de son histoire, la Chine

a maintenu le niveau de vie le plus élevé du monde – même l'Angleterre ne l'a réellement dépassée que dans les années 1820, bien après l'époque de la révolution industrielle.

La plupart des monastères ont fini par être entourés non seulement de fermes pratiquant l'agriculture commerciale, mais de véritables complexes industriels comprenant des pressoirs à huile, des moulins à farine, des ateliers, des hôtels, souvent avec des milliers de travailleurs asservis. (...) D'énormes concentrations de capital exclusivement tournées vers le profit : c'était justement la situation que la politique économique confucéenne était censée prévenir. mais il a fallu quelque temps aux autorités chinoises pour voir la menace. (...) Dès 511 ap. JC, un décret condamne les moines pour détournement de grains qu'ils étaient censés utiliser à des fins charitables : ils s'en sont servis pour consentir des prêts à taux d'intérêt élevé et ont truqué les contrats d'emprunt ; une commission de l'État est donc nommée pour réviser les comptes et annuler tous les prêts où les intérêts ont dépassé le principal. (...) En 845, 4600 monastères au total sont rasés avec leurs ateliers et leurs moulins, 260 000 moines et moniales sont défrqués de force et renvoyés dans leurs familles – mais en même temps, selon les rapports de l'État, 150 000 serfs des temples sont affranchis. (...) Les monastères devenaient si importants et si riches, soulignaient les administrateurs, que la Chine allait être à court de métal.

Le Moyen Âge se caractérise par un mouvement général vers l'abstraction : l'or et l'argent concrets finissent en grande partie dans les églises, les monastères et les temples ; la monnaie redevient virtuelle ; simultanément, on voit partout s'établir des institutions morales suprêmes conçues pour régler le processus et, en particulier, instaurer certaines mesures de protection pour les débiteurs.

En matière de papier-monnaie, presque aucune innovation n'est venue, à l'origine, des États ; toutes sont nées des transactions économiques quotidiennes, en tant que simples moyens de reconnaître et d'étendre l'usage des instruments de crédit. Si seule la Chine a développé le papier-monnaie au Moyen Âge, c'est surtout parce que seule la Chine avait un État assez grand et assez puissant, mais aussi assez méfiant à l'égard de ses classes marchandes, pour se croire tenu d'assurer lui-même ce type d'activité.

Pendant l'essentiel du Moyen Âge, le centre nerveux de l'économie mondiale, la source de ses innovations financières les plus spectaculaires, n'a été ni la Chine, ni l'Inde, mais l'Occident, ce qui, du point de vue du reste du monde, signifiait le monde musulman. Pendant la quasi-totalité de cette période, la chrétienté, logée dans l'empire déclinant de Byzance et les obscures principautés semi-barbares d'Europe, a été pratiquement insignifiante. Puisque les habitants de l'Europe occidentale sont accoutumés depuis si longtemps à penser l'Islam comme la définition même de l'« Orient », il est facile d'oublier que, du point de vue de toutes les autres grandes traditions, la différence entre christianisme et islam est quasiment négligeable. (...) Dans une perspective historique mondiale, il est beaucoup plus raisonnable de voir le judaïsme, le christianisme et l'islam comme trois manifestations différentes de la même grande tradition intellectuelle occidentale.

Economiquement, l'essentiel de l'Europe s'est trouvé, peut-être jusqu'au haut Moyen Âge, exactement dans la même situation que l'essentiel de l'Afrique : des territoires rattachés à l'économie mondiale – quand ils l'étaient – surtout en tant qu'exportateurs d'esclaves, de matières premières et parfois de produits exotiques (l'ambre, les défenses d'éléphant...) et importateurs de biens manufacturés (soies et porcelaines chinoises, calicots indiens, acier arabe). (...) Pendant l'essentiel du Moyen Âge, l'Islam n'a pas seulement été le cœur de la

civilisation occidentale ; c'était aussi son aile marchante, qui avançait en Inde, s'étendait en Afrique et en Europe, envoyait des missionnaires et gagnait des convertis par-delà l'Océan indien.

L'islam médiéval (...) s'enthousiasmait pour le droit, qu'il concevait comme une institution religieuse issue du Prophète, mais voyait l'État, la plupart du temps, comme une regrettable nécessité, une institution que les esprits vraiment pieux feraient bien d'éviter. L'une des raisons de cette vision des choses était la nature particulière de l'État islamique. Les chefs militaires arabes qui, après la mort de Mahomet en 632 ap. JC, ont conquis l'Empire sassanide et créé le Califat abbasside n'ont jamais cessé de se percevoir comme des habitants du désert ; ils n'ont jamais eu le sentiment de faire entièrement partie des civilisations urbaines qu'ils gouvernaient.

Surtout, ce sont les *oulémas*, les juristes, qui, pendant ces mêmes années, ont été les principaux agents de la conversion à l'islam du gros de la population de l'empire, en Mésopotamie, en Syrie, en Égypte et en Afrique du Nord. Or – à l'instar des anciens des anciens qui dirigeaient les corporations, les associations civiques, les confréries commerciales et religieuses – ils ont fait de leur mieux pour tenir l'État, ses armées et son appareil à bonne distance.

Au cours des guerres d'expansion (...), d'énormes quantités d'or et d'argent ont été pillées dans les palais, les temples et les monastères et frappées en pièces de monnaie, ce qui a permis au Califat de produire des dinars d'or et des dirhams d'argent d'une pureté remarquable – c'est-à-dire pratiquement dénués de toute composante fiduciaire, la valeur de chaque pièce correspondant presque exactement à son poids en métal précieux. Par conséquent, l'armée était extrêmement bien payée. Un soldat de l'armée du calife recevait près de quatre fois la solde d'un légionnaire romain antique.

Les guerres d'expansion et le commerce avec l'Europe et l'Afrique produisaient un flux d'esclaves assez régulier ; néanmoins – le contraste avec le monde antique est ici spectaculaire -, très peu étaient envoyés travailler dans des fermes ou des ateliers. La plupart servaient d'ornement dans les maisons des riches ou, de plus en plus souvent au fil du temps, devenaient soldats. De fait, au cours de la dynastie abbasside (750-1258), l'empire s'est mis à peupler ses forces armées presque exclusivement d'esclaves militaires très bien entraînés, les mamelouks, capturés ou achetés dans les steppes turques.

Dans le système juridique qu'ils avaient créé, il était impossible de réduire en esclavage les musulmans (ainsi d'ailleurs que les sujets chrétiens ou juifs du Califat). (...) Le droit islamique s'est effectivement attaqué à l'ensemble des abus les plus notoires des sociétés antérieures, celles de l'Âge axial. L'esclavage par enlèvement, par condamnation judiciaire, pour dettes, l'exposition ou la vente des enfants, et même la vente volontaire de soi-même – toutes ces pratiques ont été interdites, ou réputées nulles et non avenues devant un tribunal. Il en a été de même pour toutes les autres formes de péonage qui menaçaient en permanence les paysans pauvres du Moyen-Orient et leurs familles depuis l'aube de l'histoire écrite. Enfin, l'islam a strictement interdit l'usure, qu'il définissait comme tout accord prévoyant le prêt d'argent ou de marchandises avec intérêt, pour quelque raison que ce soit.

En un sens, on peut voir l'instauration des tribunaux islamiques comme la victoire finale de la rébellion patriarcale commencée des milliers d'années plus tôt : le triomphe de l'éthique du désert ou de la steppe, réelle ou imaginaire, même si les fidèles faisaient tout

pour maintenir confinés dans leurs camps et leurs palais les descendants lourdement armés des nomades réels. Ce triomphe avait été rendu possible par un bouleversement profond des alliances de classe. Les grandes civilisations urbaines du Moyen-Orient avaient toujours été dominées par une alliance de fait entre administrateurs et marchands, coalisés pour maintenir le reste de la population dans le péonage ou en danger permanent d'y tomber. En se convertissant à l'islam, les commerçants, qui étaient depuis si longtemps les archi-scélérats aux yeux des paysans et citadins ordinaires, ont accepté de changer réellement de camp, d'abandonner l'ensemble de leurs pratiques les plus exécrées et de devenir les dirigeants d'une société qui désormais se définissait contre l'État.

Si ce tournant a été possible, c'est parce que l'islam, depuis le début, avait une vision positive du commerce. Mahomet lui-même avait commencé sa vie d'adulte comme marchand ; et aucun penseur musulman n'a jamais considéré la recherche honnête du profit comme intrinsèquement immorale ou incompatible avec la foi. Les mesures prohibant l'usure – qui pour la plupart ont été scrupuleusement appliquées, même dans le cas des prêts commerciaux – n'ont en rien compromis la croissance des échanges, ni même le développement d'instruments de crédit complexes. (...) Les profits restaient possibles parce que les juristes islamiques prenaient soin d'autoriser certaines commissions rémunérant des services, ainsi que d'autres dispositions qui garantissaient que banquiers et négociants auraient malgré tout une incitation à prêter – il était admis, notamment, que les marchandises achetées à crédit seraient estimées à un prix légèrement supérieur à celles que l'on payait comptant. Mais ces incitations n'ont jamais été suffisantes pour que la banque puisse devenir une activité à temps plein ; tout marchand opérant à vaste échelle allait plutôt associer la banque à quantité d'autres activités lucratives.

(Ces) réseaux de confiance ont été eux-mêmes l'un des grands facteurs de la diffusion de l'islam sur les routes caravanières d'Asie centrale et du Sahara, et tout particulièrement à travers l'Océan Indien, le canal majeur du commerce mondial médiéval. Au fil du Moyen Âge, l'océan Indien est devenu de fait un lac musulman. Les commerçants musulmans semblent avoir joué un rôle crucial pour établir un principe général : les rois et leurs armées devaient garder leurs querelles sur la terre ferme ; les mers devaient être une zone de commerce pacifique. En même temps, l'islam a pu prendre pied dans les comptoirs commerciaux, d'Aden aux Moluques, parce que les tribunaux islamiques étaient parfaits pour s'acquitter des fonctions qui faisaient l'attrait de ces ports : ils permettaient de conclure des contrats, de se faire rembourser des dettes, d'établir un secteur bancaire pouvant racheter ou transférer les lettres de crédit. La confiance ainsi créée entre les marchands du grand entrepôt de Malacca, porte des épices des îles indonésiennes, était légendaire. La ville avait des quartiers swahili, arabe, égyptien, éthiopien et arménien, et d'autres pour les marchands venus de diverses régions de l'Inde, de la Chine et de l'Asie du Sud-Est.

Dans la société islamique, le marchand est devenu un personnage respecté, et même une sorte de modèle suprême : comme le guerrier, c'est un homme d'honneur capable de vivre des aventures lointaines ; à la différence du guerrier, il le fait sans nuire à personne.

Les classes marchandes du Proche-Orient médiéval avaient réussi un exploit extraordinaire. En abandonnant les pratiques usuraires qui, pendant d'innombrables siècles, avaient fait d'eux le fléau de leurs voisins, ces négociants étaient devenus, aux côtés des religieux, les dirigeants de fait de leurs communautés locales – qui, aujourd'hui encore, paraissent essentiellement structurées autour des pôles jumeaux de la mosquée et du bazar. La diffusion de l'islam a fait du marché un phénomène mondial, qui opérait pour l'essentiel

indépendamment des États, selon ses propres lois internes. Mais puisqu'il s'agissait, en un sens, d'un marché authentiquement libre, et non créé par l'État et soutenu par sa police et ses prisons – d'un monde d'affaires conclues sur la seule intégrité du signataire -, il ne pourrait jamais devenir réellement le monde imaginé par ceux qui, plus tard, ont adopté beaucoup de ses idées et raisonnements : un univers d'individus ne pensant qu'à leur intérêt personnel et rivalisant pour le profit matériel par tous les moyens possibles.

L'Europe (...) est entrée assez tard dans le Moyen Âge, et pendant la quasi-totalité de la période elle a un peu fait figure d'arrière-pays. Néanmoins, tout y a commencé, comme partout ailleurs, par la disparition des pièces de monnaie. La monnaie s'est repliée dans la virtualité. Tout le monde a continué à calculer les coûts en monnaie romaine, puis dans la « monnaie imaginaire » carolingienne – le système purement conceptuel des livres, sous et deniers en usage dans toute l'Europe occidentale pour tenir les comptes jusqu'à une date avancée du XVIII^e siècle. (...) Dans la plupart des affaires quotidiennes, on se passait totalement de pièces : on menait ces transactions à l'aide de bâtons de taille, de jetons symboliques, de livres de comptes, ou en nature. (...) L'or et l'argent réels, dans la mesure où ils étaient encore là, se trouvaient de plus en plus enfermés dans les lieux de culte ; comme les États centralisés avaient disparu, la réglementation des marchés était de plus en plus assurée par l'Église.

À l'origine, les positions des catholiques à l'égard de l'usure étaient aussi dures que celles des musulmans, et à l'égard des marchands elles l'étaient beaucoup plus. Sur la première, les catholiques n'avaient pas le choix, car de nombreux textes bibliques étaient tout à fait explicites. Voyons Exode 22,24 : « Si tu prêtes de l'argent à un compatriote, à l'indigent qui est chez toi, tu ne te comporteras pas envers lui comme un prêteur à gage, vous ne lui imposerez pas d'intérêts ». Tant le Psaumes (15,5 ; 54,12) que les Prophètes (Jérémie 9,6 ; Néhémie 5,11) vouent explicitement les usuriers à la mort et à la damnation. De plus, les premiers Pères de l'Église chrétienne, qui avaient posé les bases de l'enseignement de l'Église sur les problèmes sociaux pendant le Bas-Empire romain, écrivaient au cours de l'ultime crise de la dette du monde antique, qui était en train de détruire les derniers vestiges de la paysannerie libre. Si seuls quelques-uns étaient prêts à condamner l'esclavage, tous ont condamné l'usure. (...) Dans l'Ancien testament, l'usure n'est pas tout à fait interdite pour tous. Le point de friction crucial est toujours Deutéronome 23,20-21 : « Tu ne prêteras pas intérêt à ton frère, qu'il s'agisse d'un prêt d'argent, ou de vivres, ou de quoi que ce soit dont on exige intérêt. À l'étranger tu pourras prêter à intérêt, mais tu prêteras sans intérêt à ton frère ».

Saint Basile a opté pour la position radicale. Dieu nous a tout donné en commun, et a expressément ordonné aux riches de donner leurs biens aux pauvres. Le communisme des apôtres – qui avaient mis en commun tout ce qu'ils possédaient et qui prenaient librement ce dont ils avaient besoin – était donc le seul modèle convenable pour une société vraiment chrétienne. Parmi les autres Pères de l'Église, rares étaient ceux qui voulaient aller aussi loin. Le communisme était l'idéal, mais, dans ce monde déchu et transitoire, soutenaient-ils, il était irréaliste. L'Église devait accepter les droits de propriété existants, mais aussi avancer des arguments spirituels pour inciter les riches à pratiquer, malgré tout, la charité chrétienne. (...) Mais la charité est une manière de maintenir la hiérarchie et non de la miner.

L'Église était contre l'usure, mais elle n'avait pas grand-chose à redire aux rapports de dépendance féodale – le riche qui fait la charité et le suppliant pauvre qui lui témoigne sa gratitude par d'autres moyens. Elle n'a pas émis d'objections fortes quand des dispositifs de

ce genre ont commencé à émerger dans l'Occident chrétien. Les anciens asservis de la dette ont été peu à peu transformés en serfs ou en vassaux. En un sens, la relation n'était pas très différente : le vasselage était, en théorie, un rapport contractuel volontaire. Comme un chrétien doit pouvoir choisir librement de se soumettre au « Seigneur », un vassal doit accepter de se faire l'homme de quelqu'un d'autre. Tout cela se révélait être en parfaite harmonie avec le christianisme.

Si la Torah et le Talmud sont tous deux hostiles au prêt à intérêt, on a fait des exceptions dans les transactions avec les Gentils – notamment quand les Juifs d'Europe, aux XI^e et XII^e siècles, ont été exclus de la quasi-totalité des autres professions. (...) Du côté chrétien, en 1140, l'« Exception de saint Ambroise » a été reprise dans le Décret de Gratien, qui allait faire office de recueil définitif du droit canon. (...) On pourrait croire que cela excluait clairement les Juifs du système, mais en réalité les choses étaient plus compliquées. D'abord, si les Juifs comme les gentils tentaient parfois d'avoir recours à l'Exception, elle ne s'appliquait vraiment, selon l'opinion dominante, qu'aux Sarrasins ou à d'autres avec lesquels la chrétienté était en guerre au sens littéral du terme. Après tout, Juifs et chrétiens vivaient dans les mêmes villes et villages. Si l'on admettait que l'Exception donnait aux Juifs et aux chrétiens le droit de se prêter à intérêt les uns aux autres, cela aurait signifié aussi qu'ils avaient le droit de s'assassiner les uns les autres. Personne ne voulait vraiment dire cela. D'un autre côté, les relations réelles entre chrétiens et Juifs semblaient souvent friser dangereusement ce funeste idéal – même si, bien évidemment, le meurtre réel (à distinguer de l'agression purement économique) avait toujours lieu dans un seul sens.

L'une des raisons était l'habitude des princes chrétiens d'exploiter à leurs propres fins la position effectivement un peu extérieure au système qu'occupaient les Juifs. Beaucoup encourageaient ces derniers à pratiquer l'usure sous leur protection, pour une raison simple : ils savaient qu'ils pouvaient leur retirer cette protection à tout moment. Les rois d'Angleterre étaient notoirement enclins à cette pratique. Ils exigeaient que les Juifs soient exclus des corporations de marchands et d'artisans, mais ils leur octroyaient le droit de facturer des taux d'intérêt extravagants et soutenaient leurs prêts avec toute la force de la loi. Dans l'Angleterre médiévale, les débiteurs étaient régulièrement jetés en prison jusqu'à ce que leur famille parvienne à un accord avec le créancier. Mais les juifs eux-mêmes subissaient régulièrement le même sort. En 1210, par exemple, le roi Jean sans Terre ordonna un « taillage » - un impôt de crise – pour financer ses guerres en France et en Irlande. Selon un chroniqueur contemporain, « tous les Juifs de toute l'Angleterre, des deux sexes, furent appréhendés, emprisonnés et sévèrement torturés, afin qu'ils fassent la volonté du roi avec leur argent ».

Ce terrorisme infligé par les rois dissimulait une forme un peu particulière d'identification : ces persécutions et expropriations se situaient dans le prolongement d'une logique qui les amenait à traiter *de facto* les dettes dues aux Juifs comme si, en dernière analyse, elles leur étaient dues à eux-mêmes – ils avaient même créé pour les gérer un service spécial du Trésor, l'Échiquier des Juifs. Cela confirmait tout à fait, bien sûr, les impressions de la population anglaise, qui voyait dans ses monarques une bande d'« étrangers normands rapaces. Mais cela permettait aussi aux rois de jouer périodiquement la carte populiste, en rabrouant leurs financiers juifs ou en leur infligeant des humiliations spectaculaires, ou encore en tolérant, voire en encourageant, les pogroms des citadins qui décidaient de prendre au mot l'Exception de saint Ambroise et de traiter les usuriers en ennemis du Christ que l'on pouvait assassiner de sang-froid.

Il ne faut pas exagérer le rôle des Juifs dans le crédit. La plupart d'entre eux n'avaient rien à voir avec ce métier, et ceux qui le pratiquaient agissaient en général à une toute petite échelle : ils consentaient des prêts mineurs de grains ou de tissu remboursables en nature. D'autres n'étaient même pas de vrais Juifs. Dès les années 1190, des prédicateurs se plaignaient de seigneurs qui opéraient de concert avec des usuriers chrétiens qu'ils appelaient « nos Juifs » - signifiant ainsi qu'ils étaient sous leur protection spéciale. Dans les années 1100, la plupart des usuriers juifs avaient depuis longtemps été remplacés par les Lombards (venus d'Italie du Nord) et par les Cahorsins (venus de la ville française de Cahors) – qui se sont établis dans toute l'Europe occidentale et sont devenus des usuriers ruraux notoires. La montée de l'usure dans les campagnes révélait la croissance d'une paysannerie libre (prêter à des serfs n'avait pas de sens, puisqu'ils ne possédaient rien qu'un créancier pût saisir). Cette évolution accompagnait l'essor de l'agriculture de marché, des corporations d'artisans urbains et de la « révolution commerciale » du haut Moyen Âge, qui, conjointement, ont fini par porter l'Europe occidentale à un niveau d'activité économique comparable à celui qui était jugé normal depuis longtemps dans d'autres régions du monde. Une pression populaire considérable s'est vite exercée sur l'Église pour qu'elle fasse quelque chose contre l'usure, et, au début, elle a effectivement tenté de serrer la vis.

En 1187, l'Église a interdit aux marchands de facturer des prix plus élevés quand ils vendaient à crédit – aucune école juridique islamique n'était allée jusque-là. En 1179, l'usure a été déclarée péché mortel ; les usuriers ont été excommuniés et on leur a refusé la sépulture chrétienne. Très vite, de nouveaux ordres de frères itinérants comme les franciscains et les dominicains ont organisé des campagnes de prédication de ville en ville, de village en village, pour menacer les usuriers : ils allaient perdre leur âme éternelle s'ils ne restituaient pas les intérêts à leurs victimes.

Mais comme l'ont vite découvert les autorités de l'Église, quand on engage ce genre de démarche il est très difficile d'en garder le contrôle. Très rapidement, de nouveaux mouvements religieux populaires sont apparus partout, et beaucoup ont pris le chemin qu'avaient suivi tant de mouvements de l'Antiquité tardive : non contents de contester le commerce, ils ont remis en cause la légitimité même de la propriété privée. La plupart ont été déclarés hérétiques et violemment réprimés, mais nombre de leurs arguments ont été repris au sein même des ordres mendiants. Au XIII^e siècle, le grand débat intellectuel opposait les franciscains et les dominicains sur la « pauvreté apostolique » - fondamentalement, sur la question : peut-on concilier le christianisme et la propriété, quelle qu'elle soit ?

Le lecteur se demande peut-être comment les lois sur l'usure ont pu évoluer simultanément dans deux directions opposées. La réponse est à chercher, semble-t-il, dans la situation politique en Europe occidentale, qui était singulièrement chaotique. La plupart des rois étaient faibles, et leurs bases territoriales fragmentées et incertaines ; le continent était un kaléidoscope de baronnies, principautés, communes urbaines, manoirs et terres d'Église. Les juridictions étaient constamment renégociées, en général par la guerre. Le capitalisme marchand depuis longtemps familier au Proche-Orient musulman n'a réellement réussi à s'établir – bien tard, comparé à la situation dans le reste du monde médiéval – que lorsque les négociants capitalistes sont parvenus à s'assurer une tête de pont politique dans les cités-États indépendantes d'Italie du Nord, notamment Venise, Florence, Gênes et Milan, puis dans les villes allemandes de la Ligue hanséatique. Les banquiers italiens ont fini par s'affranchir de la menace de l'expropriation en prenant eux-mêmes le pouvoir ; ce faisant, ils se sont dotés de leur propre système judiciaire (capable de faire respecter les contrats) et surtout de leur propre armée.

On soutient souvent que les premiers pionniers de la banque moderne ont été les membres de l'ordre militaire des Chevaliers du Temple de Salomon, souvent nommés les Templiers. Cet ordre de moines-soldats a joué un rôle crucial dans le financement des croisades. Par l'intermédiaire des Templiers, un seigneur du midi de la France pouvait hypothéquer l'un de ses biens immobiliers et recevoir une « lettre de change » payable en liquide auprès du temple à Jérusalem – elle était conçue sur le modèle de la *suftaja* musulmane, mais rédigée dans un code secret. Autant dire que les chrétiens ont adopté les techniques financières islamiques pour financer des agressions contre l'Islam.

Les Templiers ont été actifs de 1118 à 1307, après quoi ils ont connu la triste fin de tant de minorités médiévales : le roi de France Philippe le Bel, lourdement endetté vis-à-vis de leur ordre, s'est retourné contre eux en les accusant de crimes abominables ; leurs dirigeants ont été torturés, puis tués, et leur fortune confisquée.

Les Vénitiens (...) ont créé un véritable empire marchand au cours du XI^e siècle, en s'emparant d'îles comme la Crète et Chypre et en y installant des plantations de sucre ; anticipant un modèle qui plus tard ne deviendrait que trop familier dans le Nouveau Monde, ils les ont surtout exploitées, finalement, avec des esclaves africains. Gênes a vite suivi ; l'une de ses activités les plus lucratives consistait à faire des razzias et du commerce le long de la mer Noire pour acquérir des esclaves : elle les vendait aux mamelouks d'Égypte ou les envoyait travailler dans des mines louées aux Turcs. La République génoise a aussi inventé un moyen de financement militaire très original, que l'on pourrait appeler la guerre par souscription : ceux qui préparaient des expéditions vendaient à des investisseurs des actions donnant droit à un pourcentage équivalent du butin.

Si l'Âge axial a été celui du matérialisme, le Moyen Âge a été surtout celui de la transcendance. L'effondrement des empires antiques n'a pas conduit, en général, à la naissance d'autres empires. Ce sont des mouvements religieux populaires autrefois subversifs qui ont été catapultés en position d'institutions dominantes. L'esclavage a décliné ou disparu, le niveau global de violence a baissé. Avec le développement du commerce, le rythme de l'innovation technologique s'est accéléré ; un monde plus pacifique a offert plus de possibilités à la circulation des soieries et des épices, mais aussi des personnes et des idées.

Notre image du Moyen Âge comme « âge de la foi » - donc de l'obéissance aveugle à l'autorité – est un héritage des Lumières françaises. Elle n'a de sens, encore une fois, que si l'on pense le « Moyen Âge » comme un phénomène qui s'est produit essentiellement en Europe. Non seulement l'Extrême-Occident était une région singulièrement violente à l'aune des normes mondiales, mais l'Église catholique était d'une intolérance extraordinaire. On aurait du mal à trouver beaucoup de parallèles médiévaux chinois, indiens ou islamiques, par exemple, aux « sorcières » brûlées vives ou aux massacres d'hérétiques. Un modèle bien plus répandu est celui qui a prévalu à certaines époques de l'histoire chinoise, où il était parfaitement acceptable qu'un lettré se pique de taoïsme dans sa jeunesse, devienne confucéen dans son âge mûr et se fasse bouddhiste en prenant sa retraite.

Chapitre 11

L'âge des grands empires capitalistes (1450-1971)

L'époque inaugurée par ce que nous appelons les « Grandes Découvertes » a été marquée par tant de phénomènes authentiquement nouveaux – l'essor de la science moderne, le capitalisme, l'humanisme, l'État-nation – qu'il peut paraître étrange de n'y voir qu'un retournement dans un cycle historique. Mais du point de vue que j'ai développé dans ce livre, c'est bien ce qu'elle a été. Elle commence vers 1450 par une prise de distance avec les monnaies virtuelles et les économies de crédit et par un retour à l'or et à l'argent. Puis le flux de lingots en provenance des Amériques accélère considérablement ce processus en déclenchant en Europe occidentale une « révolution des prix » qui met la société traditionnelle sens dessus dessous. De plus, le retour du lingot s'accompagne de celui d'autres phénomènes qui, au Moyen Âge, avaient été en grande partie éliminés ou neutralisés : les immenses empires et les armées de métier, la guerre de prédation massive, l'usure sans entrave et le péonage, mais aussi les philosophies matérialistes, une nouvelle poussée de créativité philosophique et scientifique – et même l'esclavage en pleine propriété. Il ne s'agissait nullement d'une répétition pure et simple. Toutes les composantes de l'Âge axial sont réapparues, mais elles se sont agencées d'une façon totalement différente.

Le XV^e siècle est une période particulière dans l'histoire européenne. C'est un siècle de catastrophes sans fin : les grandes villes sont régulièrement décimées par la peste noire ; l'économie commerciale s'affaisse et, dans certaines régions, s'effondre totalement ; des villes entières font faillite et cessent de payer leurs emprunts ; les classes de chevaliers se disputent ce qui reste en dévastant les campagnes par une guerre endémique. Même en termes géopolitiques, la chrétienté chancelle, tandis que l'Empire ottoman, non content de s'emparer des vestiges de Byzance, avance à bon rythme en Europe centrale : ses forces sont en pleine expansion sur terre et sur mer.

En même temps, du point de vue de beaucoup de paysans ordinaires et de simples travailleurs des villes, c'est la meilleure des époques. l'un des effets pervers de la peste bubonique, qui a tué environ un tiers de la population active européenne, est une hausse spectaculaire des salaires. (...) Bientôt, les gens ordinaires s'enrichissent tant que les États doivent introduire de nouvelles lois interdisant aux personnes de basse extraction de porter de la soie et de l'hermine, et limitant le nombre de jours fériés, qui, dans bien des villes et des paroisses, commençaient à manger un tiers, voire la moitié de l'année. Le XV^e siècle est d'ailleurs considéré comme l'apogée de la vie festive médiévale, avec ses chars et ses dragons, ses arbres de mai et ses fêtes de paroisse très arrosées, ses Abbés de Dérailson et ses Princes des Sots.

Si nous voulons vraiment comprendre les origines de l'économie mondiale moderne, le bon point de départ n'est pas du tout l'Europe. Le fond de l'affaire, c'est que la Chine a abandonné l'usage du papier-monnaie. (...) Initialement, l'Europe atlantique n'avait en réalité qu'un seul avantage substantiel sur ses rivaux musulmans : une tradition active et avancée de guerre navale, affinée par des siècles de conflits en Méditerranée. Dès l'instant où Vasco de Gama est entré dans l'océan Indien en 1498, le principe qui faisait des mers une zone de commerce pacifique a pris fin. Les flottilles portugaises ont commencé à bombarder et à saccager toutes les villes portuaires qu'elles rencontraient, puis à prendre le contrôle de points stratégiques et à extorquer aux marchands sans armes de l'océan Indien le prix de la protection – le droit de poursuivre leurs activités sans être molestés.

Presque simultanément, Christophe Colomb – cartographe génois en quête d'un raccourci pour atteindre la Chine – a débarqué dans le Nouveau Monde, et les Empires espagnol et portugais sont tombés sur le plus grand profit d'aubaine de l'histoire de

l'humanité : des continents entiers pleins de fabuleuses richesses, dont les habitants, seulement munis d'armes de l'âge de pierre, avaient commodément commencé à mourir pratiquement dès leur arrivée. La conquête du Mexique et du Pérou a permis la découverte d'énormes sources nouvelles de métal précieux, et elles ont été exploitées implacablement et systématiquement : on est allé jusqu'à exterminer, ou presque, les populations environnantes pour extraire le plus possible de métal précieux le plus vite possible. Comme l'a récemment souligné Keneth Pomeranz, rien de tout cela n'eût pu avoir lieu sans la demande asiatique de métaux précieux, pratiquement illimitée.

En 1540, un excédent d'argent provoqua un effondrement des prix dans toute l'Europe. Les mines américaines, à ce stade, auraient simplement cessé de fonctionner, et l'ensemble du projet de colonisation de l'Amérique se serait effondré, s'il n'y avait pas eu la demande de la Chine. Les galions du Trésor qui gagnaient l'Europe ont vite cessé de décharger leur cargaison : ils repartaient contourner l'Afrique et traverser l'océan Indien pour gagner Canton. Après 1571, avec la fondation de la ville espagnole de Manille, ils se sont mis à traverser directement le Pacifique. A la fin du XVI^e siècle, la Chine importait près de 50 tonnes d'argent par an, soit environ 90% de son argent, et au début du XVII^e siècle 116 tonnes, soit plus de 97%. Pour les payer, elle exportait de la soie, de la porcelaine et d'autres marchandises en quantité considérable. Beaucoup de ces produits chinois sont allés en définitive dans les villes nouvelles d'Amérique latine. Ce commerce asiatique est devenu l'élément majeur de l'économie mondiale émergente, et ceux qui en contrôlaient les ultimes leviers financiers – notamment les marchands-banquiers italiens, néerlandais et allemands – se sont enrichis prodigieusement.

En Europe (...) malgré l'afflux massif du métal des Amériques, la plupart des familles avaient si peu de pièces qu'elles en étaient régulièrement réduites à fondre l'argenterie pour payer les impôts. Elles le faisaient parce qu'il était *obligatoire* de payer le fisc en métal. Les transactions quotidiennes, en revanche, continuaient à fonctionner à peu près comme au Moyen Âge, au moyen de diverses formes de monnaie virtuelle de crédit : objets de taille, billets de reconnaissance de dette, ou, au sein des petites communautés, simplement en n'oubliant pas qui devait quoi à qui. Ce qui a vraiment provoqué l'inflation, c'est que les maîtres ultimes des lingots – les États, les banquiers, les gros négociants – ont utilisé leur mainmise sur le métal pour commencer à changer les règles du jeu, d'abord en posant que l'or et l'argent étaient la monnaie, puis en introduisant à leur propre usage de nouvelles formes de monnaie de crédit, tout en minant et détruisant lentement les systèmes locaux fondés sur la confiance qui permettaient aux petites collectivités, dans toute l'Europe, d'opérer pour l'essentiel en se passant de monnaie métallique.

Le nouveau régime de monnaie-lingot n'a pu être imposé que par une violence pratiquement sans précédent – pas seulement au-delà des océans, mais aussi dans les pays d'origine. Dans une grande partie de l'Europe, la première réaction à la « révolution des prix » et à la clôture des communaux qui l'a accompagnée – les enclosures – n'a pas été très différente de ce qui venait de se passer en Chine : des milliers d'anciens paysans se sont enfuis ou ont été chassés de leurs villages, ils sont devenus des vagabonds, des « hommes sans maître », et tout cela s'est terminé par des insurrections populaires. Mais la réaction des États européens a été entièrement différente. Les soulèvements ont été écrasés et, cette fois, n'ont été suivis d'aucune concession. Les vagabonds ont été arrêtés, expédiés dans les colonies en tant que travailleurs « engagés », enrôlés dans les armées et les flottes coloniales – ou, finalement, mis au travail dans les usines sur le territoire national.

Ce processus a été presque entièrement mené à bien par une manipulation de la dette. la nature même de la dette est donc redevenue l'une des principales pommes de discorde. (...) De nombreuses civilisations ont probablement été mises en position de semer le chaos à l'échelle où l'ont fait les puissances européennes aux XVI^e et XVII^e siècles (à commencer par la Chine des Ming elle-même). Pratiquement aucune n'a agi ainsi.

Avec les conquistadors, nous ne parlons pas seulement de cupidité ordinaire, mais de cupidité portée à des proportions mythiques. (...) Il pourrait être utile, je pense, de remonter au tout début de la conquête du Mexique par Herman Cortès. (...) Il vivait au-dessus de ses moyens, s'était mis en situation difficile et avait décidé, en parieur téméraire, de doubler la mise et de jouer le tout pour le tout. On comprend pourquoi, quand le gouverneur décida à la dernière minute d'annuler l'expédition, Cortès l'ignora et fit voile vers le continent avec six cents hommes, en offrant à chacun d'eux une part égale aux profits de l'expédition. Lorsqu'il débarqua, il brûla ses vaisseaux : il misait vraiment tout sur la victoire.

Quand le compte définitif a été annoncé, les hommes de troupe ont appris qu'ils ne recevraient que 50 à 80 pesos chacun. De plus, l'essentiel de leur part du butin a été aussitôt reprise par les officiers, en leur qualité de créanciers. (...) « Cortès prit la résolution de se délivrer de cet embarras en faisant occuper toutes les provinces qui lui paraissaient bonnes à coloniser ». Ce sont ces hommes-là qui ont fini par contrôler les provinces, et qui ont créé les systèmes locaux d'administration, de fiscalité et de travail forcé. Ce qui rend un peu plus facile de comprendre ce qui s'est passé – les Indiens au visage couvert de noms comme des chèques contresignés, ou les mines entourées de kilomètres de cadavres en décomposition.

Ce n'est pas à une psychologie de cupidité froide et calculatrice que nous avons à faire, mais à un mélange beaucoup plus complexe : la honte ou l'indignation vertueuse, la pression frénétique de dettes qui ne cessaient de se composer et de s'accumuler (il est pratiquement certain qu'il s'agissait de prêts à intérêt) et la rage de se voir en position de débiteur après tout ce qu'ils avaient enduré. Et Cortès ? Il venait de réaliser le vol peut-être le plus colossal de l'histoire du monde. (...) Il finit par être tellement harcelé par ses créanciers qu'il dut rentrer en Espagne présenter personnellement une requête à l'Empereur.

Si tout cela rappelle étrangement la quatrième Croisade, avec ses chevaliers endettés qui avaient dépouillé de leurs richesses des villes entières sans parvenir à échapper aux griffes de leurs créanciers, il y a une raison. Le capital financier qui a soutenu toutes ces expéditions venait plus ou moins du même endroit (même si, pour l'Amérique, c'était Gênes et non Venise). De plus, cette relation – entre l'audacieux aventurier, le joueur prêt à prendre toutes sortes de risques, d'un côté, et, de l'autre, le financier prudent dont toutes les opérations s'organisent autour de la production d'une croissance inexorable, mathématique et soutenue de son revenu -, cette relation est au cœur même de ce que nous appelons aujourd'hui le « capitalisme ».

Pour l'exploitation des mines d'or et d'argent, après les premières années décrites par Motolinia où des millions d'Indiens avaient été tout simplement raflés et conduits à la mort, les colons se sont mis d'accord sur une politique de péonage – l'astuce habituelle : décréter des impôts élevés, prêter de l'argent à intérêt à ceux qui ne pouvaient pas les payer, puis exiger le remboursement de ces prêts par le travail. Les agents royaux tentaient régulièrement d'interdire ces pratiques : ils faisaient valoir que les Indiens étaient désormais chrétiens et qu'on violait ainsi leurs droits de loyaux sujets de la couronne espagnole. Mais, comme dans presque tous les cas où le pouvoir royal tentait d'agir en protecteur des Indiens, cela ne

changeait rien. Les exigences financières finissaient pas l'emporter. Charles Quint lui-même était très endetté à l'égard des banques de Florence, Gênes et Naples.

Ce n'est pas par hasard que les premières grandes sociétés par actions du monde ont été les compagnies anglaise et hollandaise des Indes orientales, qui ont fait le même travail d'exploration, de conquête et d'extraction que les conquistadors. C'est une structure conçue pour éliminer tout autre impératif moral que le profit.

C'est *seulement* la prohibition islamique de l'usure qui a rendu possible aux musulmans de créer un système économique à ce point séparé de l'État. C'est exactement l'idée qu'a avancée Martin Luther en 1524, juste au moment où Cortès commençait à avoir des problèmes avec ses créanciers. (...) Luther parlait *bel et bien* ici du prêt à intérêt. La façon dont il en est arrivé là est révélatrice. Il a entamé sa carrière de réformateur en 1520 par des campagnes féroces contre l'usure ; c'était d'ailleurs l'une de ses objections à la vente des indulgences par l'Église : il y voyait une forme d'usure spirituelle. Ces positions lui ont valu un immense soutien populaire dans les petites villes et les villages. Mais il a vite compris qu'il avait déchaîné un génie qui menaçait de mettre le monde entier sens dessus dessous. Des réformateurs plus radicaux sont apparus, qui ont soutenu que les pauvres n'étaient pas moralement tenus de payer l'intérêt des prêts usuraires et ont proposé de rétablir des institutions de l'Ancien Testament comme l'année sabbatique. Ils ont été suivis par des prédicateurs carrément révolutionnaires, qui ont commencé à remettre en cause la légitimité même du privilège aristocratique et de la propriété privée. En 1525, l'année qui a suivi le sermon de Luther, les paysans, mineurs et citadins pauvres se sont soulevés massivement dans toute l'Allemagne ; les rebelles, la plupart du temps, se présentaient comme de simples chrétiens qui voulaient rétablir le vrai communisme des Évangiles. Plus de cent mille ont été massacrés. Dès 1524, Luther s'était rendu compte que la situation était en train de devenir incontrôlable et qu'il allait devoir choisir son camp : dans ce texte, il l'a fait. Les lois de l'Ancien Testament, comme l'année sabbatique, a-t-il soutenu, ne sont plus contraignantes ; l'Évangile décrit simplement le comportement idéal ; les humains sont des pécheurs, donc la loi est nécessaire ; si l'usure est un péché, un taux d'intérêt de 4 à 5% est actuellement légal dans certaines circonstances ; et si se faire payer cet intérêt est un péché, en *aucune* circonstance il n'est légitime d'affirmer que, pour cette raison, les emprunteurs ont le droit de violer la loi.

Peu après, l'interdiction « en bloc » de l'usure allait être entièrement rejetée par Calvin, et en 1650 la quasi-totalité des confessions protestantes s'étaient ralliées à sa position : un taux d'intérêt raisonnable (en général 5%) n'était pas un péché, du moment que les prêteurs agissaient de bonne foi, ne faisaient pas du prêt d'argent leur activité exclusive et n'exploitaient pas les pauvres. (La doctrine catholique a été plus lente à s'aligner, mais elle a fini par le faire par accord tacite).

L'idée que se faisaient les paysans de la fraternité communiste ne venait pas du néant. Elle était ancrée dans leur expérience quotidienne concrète : l'entretien des communaux – champs et forêts –, la coopération de tous les jours, la solidarité entre voisins. C'est sur cette expérience domestique du communisme quotidien que sont toujours bâties les grandes visions mythiques. Évidemment, les communautés rurales étaient aussi des lieux de division et de dispute, comme toutes les collectivités – mais, dans la mesure où elles sont des communautés, elles sont nécessairement fondées sur un socle d'entraide.

C'est tout aussi vrai, soit dit en passant, des membres de l'aristocratie : peut-être se combattaient-ils inlassablement pour l'amour, la terre, l'honneur et la religion, mais cela ne les empêchait pas de coopérer remarquablement entre eux quand c'était vraiment important (et surtout quand leur position d'aristocrates était menacée) ; tout comme les marchands et les banquiers, malgré la concurrence acharnée qu'ils se livraient, savaient faire bloc quand cela comptait réellement. C'est ce que j'appelle le « communisme des riches », et c'est une force puissante dans l'histoire de l'humanité.

Le grand non-dit historique de l'époque où nous vivons, c'est la façon dont ces anciens systèmes de crédit ont été finalement détruits. Les travaux historiques récents, notamment ceux de Graig Muldrew, qui a passé en revue des milliers d'inventaires et de procès de l'Angleterre des XVI^e et XVII^e siècles, nous ont conduits à réviser pratiquement toutes nos anciennes hypothèses sur ce qu'était la vie économique quotidienne à cette époque. Évidemment, très peu d'or ou d'argent des Amériques parvenu en Europe a réellement fini dans les poches des simples paysans, vendeurs de tissus et merciers. La part du lion est restée dans les coffres de l'aristocratie ou des grands marchands de Londres, ou dans le trésor royal. Il n'y avait pratiquement pas de petite monnaie. Dans les quartiers pauvres des villes ou des gros bourgs, je l'ai dit, les boutiquiers émettaient leur propre monnaie symbolique de plomb, de cuir ou de bois.

Dans un village ordinaire, les seuls susceptibles de payer comptant étaient les voyageurs de passage et ceux qui étaient mal vus – les pauvres et les paniers percés dont l'étoile avait tant pâli que nul ne voulait leur faire crédit. Puisque tout le monde avait quelque chose à vendre, tout le monde était à la fois créancier et débiteur ; l'essentiel du revenu d'une famille prenait la forme de promesses d'autres familles ; tout le monde savait et suivait ce que ses voisins se devaient entre eux ; et tous les six mois, ou tous les ans, les communautés tenaient une assemblée générale publique pour « régler les comptes » - annuler en cercle les dettes mutuelles ; seuls les soldes qui restaient après cette opération se payaient en pièces de monnaie ou des marchandises. (...) L'or et l'argent étaient surtout utilisés par l'État pour acheter des armes et payer les soldats, et par les classes criminelles elles-mêmes.

Mais ceux qui passaient leur vie professionnelle dans les enceintes du pouvoir et des grandes maisons de commerce ont commencé, peu à peu, à développer un point de vue très différent, où c'était l'échange des pièces de monnaie qui était normal et la dette qui paraissait teintée de criminalité.

L'histoire des origines du capitalisme n'est donc pas celle de la destruction graduelle des communautés traditionnelles par le pouvoir impersonnel du marché. C'est plutôt l'histoire de la conversion d'une économie du crédit en économie de l'intérêt ; de la transformation graduelle de réseaux moraux par l'intrusion du pouvoir impersonnel – et souvent vindicatif – de l'État. (...) Les effets sur la solidarité communautaire ont dû être dévastateurs. la soudaine possibilité d'utiliser la violence menaçait de transformer en guerre de tous contre tous ce qui avait été l'essence même de la sociabilité. Il n'est donc pas surprenant qu'au XVIII^e siècle la notion même de crédit aux particuliers ait acquis mauvaise réputation. : prêteurs et emprunteurs étaient tenus pour également suspects. L'usage des pièces de monnaie – du moins chez ceux qui y avaient accès – a fini par paraître moral en soi.

L'histoire des instruments financiers modernes, et des origines les plus reculées du papier-monnaie, commence réellement avec l'émission des bons municipaux, pratique inaugurée par l'État vénitien au XII^e siècle : ressentant un urgent besoin d'injection de fonds

à des fins militaires, il a décrété un emprunt obligatoire sur ses contribuables, auxquels il a promis un intérêt annuel de 5%, après quoi il a accepté que ces « bons » ou contrats soient négociables, et créé ainsi un marché de la dette publique. (...) Des pratiques du même ordre sont vite apparues dans les autres États italiens et dans les enclaves marchandes d'Europe du Nord : c'est essentiellement par une série d'emprunts forcés que les Provinces-Unies ont financé leur longue guerre d'indépendance contre les Habsbourg (1568-1648), même si elles ont également procédé à de nombreuses émissions d'obligations à souscription volontaire.

Forcer les contribuables à consentir un prêt revient simplement, en un sens, à exiger qu'ils paient leurs impôts à l'avance ; mais quand l'État vénitien a accepté, au départ, de leur verser un intérêt – juridiquement, il s'agissait à nouveau d'un *interesse*, d'une pénalité pour retard de paiement –, le principe était qu'il se mettait lui-même à l'amende pour n'avoir pas restitué ces fonds immédiatement. On voit aisément que cela pouvait soulever toutes sortes de questions sur les relations juridiques et morales entre le peuple et l'État. En dernière analyse, les classes commerçantes des républiques marchandes qui ont introduit ces nouvelles formes de financement avaient bel et bien fini par se percevoir comme propriétaires de l'État, et non comme ayant une dette à son égard.

Ce n'est qu'avec la création de la Banque d'Angleterre en 1694 que l'on peut parler d'un authentique papier-monnaie, puisque ses billets de banque n'étaient absolument pas des obligations. Ils étaient ancrés, comme tous les autres, dans les dettes de guerre du roi. On ne saurait trop le souligner. La monnaie n'était plus une dette due *au* roi, mais une dette due *par* le roi, ce qui la rendait très différente de ce qu'elle avait été antérieurement. À bien des égards, elle était devenue une image inversée des anciennes formes de monnaie.

Le lecteur se souvient que la Banque d'Angleterre a été créée lorsqu'un consortium de quarante marchands de Londres et d'Édimbourg – pour la plupart déjà créanciers de la Couronne – a offert au roi Guillaume III un prêt de 1,2 million de livres pour l'aider à financer sa guerre contre la France. Ces marchands l'ont également convaincu de les autoriser, en retour, à constituer une compagnie qui aurait le monopole de l'émission des billets par lesquels ils promettaient de payer la somme que le roi leur devait. C'est ainsi qu'est apparue la première banque centrale nationale indépendante, et elle est devenue la chambre de compensation des dettes que se devaient entre elles les petites banques ; ses billets se sont vite développés pour devenir le premier papier-monnaie national en Europe.

Les réformes ont eu lieu de haut en bas, et très lentement, mais elles ont eu lieu, et elles ont créé peu à peu le monde où même les transactions ordinaires, quotidiennes, avec les bouchers et les boulangers s'effectuent en termes polis, impersonnels, avec de la petite monnaie, et où il devient donc possible d'imaginer la vie courante comme une question de calcul intéressé. (...) Se fier à l'or et à l'argent a paru être le seul garde-fou contre les dangers inhérents aux nouvelles formes de crédit, qui se multipliaient très vite – notamment lorsque les banques ordinaires ont également reçu le droit de créer de la monnaie. On a rapidement constaté que la spéculation financière, affranchie de toute contrainte juridique ou communautaire, pouvait produire des résultats qui semblaient friser la démence. La République hollandaise, pionnière du développement des Bourses, en avait déjà fait l'expérience avec la tulipomanie de 1637 – première d'une succession de « bulles » spéculatives, comme on dirait, où, sous l'effet de la surenchère des investisseurs, les prix anticipés commençaient par crever tous les plafonds, puis s'effondraient. Toute une série de bulles de ce genre frappèrent les marchés de Londres dans les années 1690 : elles s'étaient

presque invariablement constituées autour d'une nouvelle compagnie par actions créée sur le modèle de la Compagnie des Indes orientales avec un projet d'aventure coloniale.

Nous voici confrontés à un paradoxe particulier. Il semble que la quasi-totalité des éléments de l'appareil financier que nous associons au capitalisme – les banques centrales, les marchés obligataires, la vente à découvert, les maisons de courtage, les bulles spéculatives, la titrisation, les rentes – sont apparus non seulement avant la science économique (ce qui n'est peut-être pas si surprenant) mais aussi avant la naissance des usines, et du travail salarié lui-même. C'est un vrai défi aux façons de penser qui nous sont familières.

Si nous prenons pour point de départ la date de 1700, donc, ce que nous voyons à l'aube du capitalisme moderne, c'est un gigantesque appareil financier de crédit et de dette qui opère – à toutes fins pratiques – en pompant toujours plus de travail chez tous ceux qui entrent en contact avec lui, et en produisant ainsi un volume de biens matériels en expansion constante. Il ne le fait pas par la seule pression morale, mais surtout en utilisant la pression morale pour mobiliser la force purement physique.

Pendant un siècle, une de ces compagnies privées à but lucratif a gouverné l'Inde. Les dettes nationales de l'Angleterre, de la France et des autres n'étaient pas faites de sommes empruntées pour creuser des canaux et jeter des ponts, mais afin d'acquérir la poudre à canon nécessaire pour bombarder des villes, ou de construire des camps pour détenir des prisonniers et entraîner des recrues. Dans presque toutes les bulles du XVIII^e siècle, il y a un projet fantasmé où les revenus d'aventures coloniales servent à financer des guerres européennes. Le papier-monnaie était la monnaie de la dette, la monnaie de la dette était la monnaie de la guerre, et cela n'a jamais changé. Ceux qui finançaient les incessants conflits militaires en Europe employaient aussi la police et les prisons de l'État pour extorquer au reste de la population une productivité toujours croissante.

Comme chacun sait, le système de marché mondial inauguré par les empires espagnol et portugais s'est d'abord constitué dans la recherche des épices. Il s'est vite stabilisé autour de trois grands commerces : celui des armes, celui des esclaves et celui de la drogue. Ce dernier concernait surtout des drogues douces, bien sûr, comme le café, le thé et le sucre qu'on y mettait, ainsi que le tabac ; mais c'est aussi à ce stade de l'histoire de l'humanité qu'apparaissent pour la première fois les spiritueux, et nous le savons tous, les Européens n'ont eu aucun scrupule à promouvoir agressivement la commercialisation de l'opium en Chine pour mettre enfin un point final à la nécessité d'y exporter des lingots. Le commerce des tissus n'est venu que plus tard : la Compagnie des Indes orientales a dû d'abord user de la force militaire pour abattre le commerce d'exportation des cotonnades indiennes (plus efficace).

C'est le scandale secret du capitalisme : à aucun moment il n'a été organisé essentiellement autour d'une main d'œuvre libre. La conquête des Amériques a commencé par l'esclavage de masse, puis s'est progressivement stabilisée avec diverses formes de péonage, l'esclavage des Africains et le « service sous contrat » (*indentured*) – c'est-à-dire le recours à des travailleurs qui avaient reçu de l'argent d'avance et qui étaient liés par des engagements contractuels de cinq, sept ou dix ans pour le rembourser. Il va sans dire que ces serviteurs « engagés » étaient en grande partie recrutés chez des gens qui étaient déjà des débiteurs. Dans les années 1600, il y avait parfois presque autant de débiteurs blancs que d'esclaves africains au travail dans les plantations du sud, et juridiquement ils étaient au départ dans une situation quasi identique : les sociétés de plantation opéraient au départ dans

le cadre d'une tradition juridique européenne qui supposait que l'esclavage n'existait pas ; donc, dans les Carolines, même les Africains étaient classés comme travailleurs sous contrat. Cela devait évidemment changer plus tard, avec l'introduction de l'idée de « race ».

Les travailleurs sous contrat chinois ont construit le réseau ferroviaire d'Amérique du Nord, et les « coolies » indiens ont creusé les mines sud-africaines. Les paysans de Russie et de Pologne, qui étaient libres et possédaient leurs terres au Moyen Âge, n'ont été réduits en servage qu'à l'aube du capitalisme, quand leurs seigneurs ont commencé à vendre du grain sur le nouveau marché mondial pour nourrir les nouvelles villes industrielles d'Occident. Les régimes coloniaux d'Afrique et d'Asie du Sud-est ont imposé régulièrement le travail forcé à leurs sujets des territoires conquis, ou créé des systèmes fiscaux conçus pour obliger la population à entrer sur le marché du travail à cause de sa dette au fisc.

Nos postulats les plus chers sur ce qu'est vraiment le capitalisme s'en trouvent bouleversés – notamment celui qui pose que, par essence, le capitalisme a quelque chose à voir avec la liberté ; pour les capitalistes, il signifie liberté du marché ; pour la plupart des travailleurs, il signifie main d'œuvre libre. Les marxistes ont contesté qu'en dernière analyse le travail salarié soit libre dans quelque sens que ce soit (car celui qui n'a rien d'autre à vendre que son corps ne peut être considéré comme un agent authentiquement libre) ; mais ils postulent, malgré tout, que la main d'œuvre salariée libre est la base du capitalisme.

Même quand la Monnaie royale (britannique) a commencé à frapper des petites pièces d'argent et de cuivre, elle l'a fait de façon sporadique et insuffisante. C'est ainsi que s'est développé, au départ, le *truck system* ; pendant la révolution industrielle, les industriels payaient souvent leurs ouvriers avec des tickets ou des coupons qui n'étaient valables que dans des boutiques locales, parce qu'ils avaient conclu des accords informels avec leurs propriétaires ou, dans des régions isolées du pays, parce qu'elles étaient à eux. (...) Un autre expédient consistait à payer les ouvriers, au moins en partie, en nature (...). Et nous avons déjà vu passer des paiements sous forme de morue, ou de clous.

Aujourd'hui, nous associons les usines qui ont dix-huit mois de retard de paiement sur les salaires à un pays économiquement en chute libre – c'est ce qui s'est passé pendant l'effondrement de l'Union soviétique ; mais aux premiers temps du capitalisme industriel, puisque le gouvernement britannique menait une politique de monnaie forte inspirée par la crainte permanente de voir son papier-monnaie emporté dans une nouvelle bulle spéculative, cette situation n'avait rien d'inhabituel. (...) La situation n'a vraiment commencé à se consolider que vers 1800 : l'état a stabilisé ses finances, commencé à payer les salaires en liquide en temps et en heure, et tenté, par conséquent, d'abolir la pratique du « chapardage sur le lieu de travail », comme on l'a alors rebaptisée – face à la résistance indignée des travailleurs des chantiers, il a fallu la rendre passible de flagellations et de peines de prison.

L'image que nous avons dans nos têtes – les ouvriers qui pointent à huit heures du matin et reçoivent une rémunération régulière tous les vendredis en vertu d'un contrat temporaire que les deux parties sont libres de rompre à tout instant – est née en tant que vision utopique, ne s'est concrétisée que graduellement, même en Angleterre et en Amérique du Nord, et n'a à aucun moment été la façon principale d'organiser la production pour le marché. Jamais et nulle part. C'est d'ailleurs pour cela que le travail de Smith est si important. Il a créé la vision d'un monde imaginaire presque entièrement affranchi de la dette et du crédit, donc libéré de la culpabilité et du péché.

Le capitalisme est un système qui exalte le parieur comme aucun autre système ne l'a jamais fait.

Pratiquement aucun des grands théoriciens du capitalisme, où qu'ils se situent sur l'éventail politique, de Marx à Weber, à Schumpeter et à Von Mises, n'avait le sentiment que ce système allait durer davantage qu'une ou deux générations de plus.

Peut-être ce qui était vrai en 1710 est-il toujours vrai ? Confronté à la perspective de sa propre éternité, le capitalisme - du moins financier - explose. Parce que, s'il n'a pas de fin, il n'y a aucune raison de ne pas créer du crédit - c'est-à-dire de la monnaie future - l'infini. Les événements récents semblent le confirmer. La période qui a précédé 2008 a été une époque où beaucoup ont commencé à croire que le capitalisme allait vraiment durer toujours (...) L'effet immédiat a été une série de bulles toujours plus imprudentes qui ont provoqué l'écroulement global du système.

Chapitre 12

Début d'une ère encore indéterminée (1971- ?)

Le 15 août 1971, le président des États-Unis Richard Nixon fit savoir que les dollars détenus à l'étranger ne seraient plus convertibles en or : il éliminait ainsi le dernier vestige de l'étalon-or international. (...) L'effet immédiat du découplage opéré par Nixon fut une montée astronomique du prix de l'or ; il atteignit un pic de 600 dollars l'once en 1980. Ce qui entraînait, bien sûr, une revalorisation spectaculaire des réserves d'or américaines. La valeur du dollar, exprimée en or, s'effondra. Le résultat net fut un transfert de richesse massif des pays pauvres, qui n'avaient pas de réserves d'or, aux pays riches, comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, qui en avaient. Aux États-Unis, cette mesure déclencha une inflation persistante.

Le monde est entré dans une phase nouvelle de l'histoire financière - une phase que personne ne comprend tout à fait.

Les réserves d'or du Trésor des États-Unis sont effectivement conservées à Fort Knox, mais celles de la Federal Reserve et de plus d'une centaine d'autres banques centrales, gouvernements et organisations sont stockées dans des chambres fortes sous l'immeuble de la Federal Reserve, au 33 Liberty Street à Manhattan, à deux pâtés de maisons des tours. Avec environ 5500 tonnes (266 millions d'onces de Troyes), l'ensemble de ces réserves représente, selon le site Internet de la Federal Reserve, entre le cinquième et le quart de tout l'or que l'on a extrait de la terre à toutes les époques.

Depuis que Nixon a fait du dollar une monnaie flottante, il est devenu évident que *seul* le magicien derrière le rideau maintient la viabilité de tout le dispositif. Dans le cadre de l'orthodoxie du libre marché qui a suivi, on nous a tous demandé, en fait, d'admettre que « le marché » est un système autorégulé où les prix montent et descendent comme une force de la nature, et en même temps d'ignorer le postulat permanent des pages économiques des journaux : les marchés sont en ascension ou en déclin essentiellement parce qu'ils anticipent certaines décisions ou y réagissent - celles qu'Alan Greenspan, ou Ben Bernanke, ou quiconque est président de la Federal Reserve, prend sur les taux d'intérêt.

L'étrange aptitude du magicien à créer de la monnaie à partir de rien a une explication. Derrière lui se tient un homme avec un fusil. Certes, on pourrait dire qu'il est là depuis le début. J'ai déjà souligné que la monnaie moderne repose sur la dette de l'État, et que les États empruntent pour financer les guerres. C'est aussi vrai aujourd'hui qu'à l'époque de Philippe II. La création des banques centrales a représenté l'institutionnalisation permanente de ce mariage entre les intérêts des hommes de guerre et ceux des hommes d'argent, mariage qui avait commencé à prendre forme dans l'Italie de la Renaissance et qui a fini par devenir la base du capitalisme financier.

Nixon a laissé flotter le dollar pour payer le coût d'une guerre au cours de laquelle, dans les seules années 1970-1972, il a ordonné de larguer plus de quatre millions de tonnes d'explosifs et d'engins incendiaires sur des villes et des villages de l'ensemble de l'Indochine – ce pour quoi un sénateur l'a qualifié de « plus grand poseur de bombes de tous les temps ». la crise de la dette a été le résultat direct du besoin de financer ces bombes, ou, pour être précis, la gigantesque infrastructure militaire nécessaire pour les faire parvenir à destination.

Contrairement à la conviction populaire, le gouvernement des États-Unis ne peut pas simplement « faire marcher la planche à billets » : la monnaie américaine n'est pas émise par l'État, mais par les banques privées, sous l'égide du Système de la réserve fédérale. Techniquement, la « Federal Reserve » - malgré son nom – ne fait pas partie de l'État ; c'est un type particulier d'hybride public-privé, un consortium de banques privées dont le président est nommé par le président des États-Unis avec l'approbation du Congrès, mais qui, pour le reste, opère hors de toute supervision publique. Tous les dollars papier qui circulent en Amérique sont des « billets de la Federal Reserve » - elle les émet en tant que promesses de paiement au porteur et commande leur impression à l'US Mint (l'Hôtel des monnaies américain), en payant 4 cents par billet. Ce dispositif n'est qu'une variante du mécanisme inauguré par la Banque d'Angleterre : la Federal Reserve « prête » de l'argent au gouvernement des États-Unis en achetant des bons du Trésor, puis elle monétise la dette publique américaine en prêtant à d'autres banques l'argent que lui doit désormais l'État. la différence est que, si la Banque d'Angleterre, à l'origine, prêtait au roi de l'or, la Federal Reserve fait apparaître prestement la monnaie en disant qu'elle est là. C'est donc elle qui a le pouvoir d'imprimer la monnaie. Les banques qui reçoivent les prêts de la Federal Reserve n'ont plus le droit d'en imprimer elles-mêmes, mais elles sont autorisées à créer de la monnaie virtuelle en consentant des prêts, dans le respect d'un taux de réserves fractionnaires fixé par la Federal Reserve.

Henry Ford a dit un jour que si les Américains ordinaires apprenaient comment fonctionne réellement le système bancaire, il y aurait une révolution le lendemain.

La décision de Nixon de faire flotter la devise a un résultat à première vue paradoxal : ces dollars créés par les banques ont remplacé l'or comme monnaie de réserve mondiale ; autrement dit, ils sont devenus l'ultime « instrument à conserver de la valeur » dans le monde, ce qui a eu pour les États-Unis d'immenses avantages économiques. La dette américaine n'en reste pas moins ce qu'elle est depuis 1970 : une dette de guerre. Les États-Unis continuent de dépenser pour leur armée plus que tous les autres pays de la planète réunis, et les dépenses militaires ne sont pas seulement la base de la politique industrielle de l'État ; elles absorbent aussi un tel pourcentage du budget que, si elles n'existaient pas, selon de nombreuses estimations, les États-Unis ne seraient pas du tout en déficit. L'armée américaine, à la différence de toutes les autres, conserve une doctrine de projection mondiale de sa puissance :

elle s'estime tenue d'avoir la capacité, grâce à ses quelques huit cent bases à l'étranger, d'intervenir avec une efficacité mortelle absolument partout sur la planète.

On touche là, en dernière analyse, à l'essence de la domination militaire mondiale des États-Unis : quelques heures après l'avoir décidé, ils peuvent bombarder à volonté n'importe quel point du globe. Aucun autre État n'a jamais rien eu qui ressemble, même de loin, à ce type de capacité. On pourrait fort bien soutenir que c'est ce pouvoir-là qui maintient la cohésion du système monétaire international organisé autour du dollar.

En raison des déficits commerciaux des États-Unis, un nombre colossal de dollars circulent hors de leurs frontières ; après la décision de Nixon de faire du dollar une devise flottante, les banques centrales étrangères ne pouvaient plus en faire grand chose, sinon les utiliser pour acheter des bons du Trésor américain. C'est cela, la transformation du dollar en « monnaie de réserve » mondiale. Ces bons d'État, comme tous les bons d'État, sont censés être des prêts qui arriveront finalement à échéance et seront remboursés ; mais, comme l'a souligné l'économiste Michael Hudson, qui observe le phénomène depuis le début des années 1970, cela ne se produira jamais réellement : « Dans la mesure où ces reconnaissances de dette du Trésor sont intégrées à la base monétaire mondiale, elles n'auront jamais à être remboursées ; elles seront reconduites à l'infini. Cet aspect de la situation est l'essence du statut de « passager clandestin » des États-Unis en matière financière, c'est une taxe imposée à toute la planète. »

La dette nationale des États-Unis est devenue une promesse, faite à leur peuple mais aussi à toutes les nations de la terre, dont chacun sait qu'elle ne sera jamais tenue. Simultanément, l'Amérique a eu pour politique d'exiger des pays qui utilisent ses bons du Trésor comme monnaie de réserve un comportement diamétralement opposé au sien : elle leur impose d'appliquer des politiques monétaires restrictives et de rembourser scrupuleusement leurs dettes.

Depuis l'époque de Nixon, je l'ai dit, les plus gros acquéreurs étrangers de bons du Trésor américain ont été en général les banques de pays se trouvant *de facto* sous occupation militaire américaine. En Europe, l'allié le plus enthousiaste de Nixon a cet égard a été l'Allemagne de l'Ouest, où étaient alors cantonnés plus de 300 000 soldats américains. Dans les dernières décennies, c'est surtout l'Asie qui a retenu l'attention, notamment les banques centrales de pays comme le Japon, Taïwan et la Corée du Sud – qui sont tous, eux aussi, des protectorats militaires américains. De plus, si le dollar conserve son statut mondial, c'est en grande partie parce qu'il est, là encore depuis 1971, la seule devise utilisée pour acheter et vendre le pétrole, toute tentative de l'OPEP pour commencer à le négocier dans une autre monnaie suscitant la résistance farouche de deux de ses membres, l'Arabie saoudite et le Koweït – qui sont également des protectorats militaires américains. Quand Saddam Hussein a pris l'audacieuse initiative de passer tout seul du dollar à l'euro en 2000 – il a été imité par l'Iran en 2001 –, cette mesure a vite été suivie par les bombardements américains et l'occupation militaire. Sa décision de jouer contre le dollar a-t-elle pesé lourd dans la décision des États-Unis de le renverser ? Nul ne le sait, mais aucun pays en position d'opérer le même basculement ne peut ignorer cette possibilité. Le résultat chez les décideurs politiques, notamment des pays du Sud, est la terreur généralisée.

Nous parlons ici d'une quarantaine d'années, rien de plus. Or le pari de Nixon, ce que Hudson appelle « l'impérialisme de la dette », est déjà soumis à des tensions considérables. La première victime a été précisément la bureaucratie impériale chargée de protéger les

créanciers (autres que ceux auxquels les États-Unis doivent de l'argent). La politique du FMI – exiger que les dettes soient remboursées par des fonds pris presque exclusivement dans les poches des pauvres – s'est heurtée à un mouvement de révolte sociale de dimension également planétaire (le mouvement dit « antimondialisation », bien que ce nom soit tout à fait trompeur), suivi par une révolte budgétaire directe en Asie orientale et en Amérique latine. En 2000, les pays est-asiatiques ont inauguré un boycott systématique du FMI. En 2002, l'Argentine a commis le péché suprême : elle s'est déclarée en défaut de paiement – et en est sortie indemne. Les aventures militaires américaines qui ont suivi étaient clairement conçues pour inspirer la terreur et l'effroi, mais elles ne semblent pas y avoir très bien réussi ; l'une des raisons est que, pour les financer, les États-Unis ont dû se tourner non seulement vers leurs clients, mais aussi – et de plus en plus – vers la Chine, leur principal rival militaire restant. Puis est venu l'effondrement quasi total du secteur financier américain : alors qu'on lui avait pratiquement donné le droit de fabriquer de l'argent à volonté, il s'est tout de même arrangé pour accumuler des milliers de dollars de dettes qu'il ne pouvait rembourser. Il a ainsi paralysé l'économie mondiale et éliminé une ultime illusion : l'impérialisme de la dette ne pouvait même plus prétendre qu'il garantissait la stabilité.

La dette publique américaine détenue à l'étranger est passée de 2200 milliards de dollars en 2007 à 3500 milliards en 2010. Simultanément, les banques privées américaines ont réagi au krach en abandonnant tout effort pour maintenir la fiction d'une économie de marché : elles ont transféré tous leurs actifs disponibles dans les coffres de la Federal Reserve, laquelle a acheté des bons du Trésor des États-Unis. (...) Ce qui leur a permis, par un autre de ces mystérieux tours de magie qu'aucun de nous ne pourra jamais comprendre, après un déficit initial de près de 400 milliards de dollars, de terminer avec des réserves de loi supérieures à tout ce qu'elles avaient jamais eu.

Certains se demanderont pourquoi, s'il s'agit vraiment d'un tribut, le principal rival des États-Unis achète des bons du Trésor – sans parler des divers accords monétaires tacites auxquels il consent pour maintenir la valeur du dollar et par là même le pouvoir d'achat des consommateurs américains. (...) Si l'on appréhende dans la longue durée, le comportement de la Chine n'a rien d'énigmatique. Il est même tout à fait dans la norme. La spécificité de l'Empire chinois est d'avoir adopté, au moins depuis la dynastie Han, un type particulier de système de tribut : en échange de la reconnaissance de l'empereur de Chine comme souverain du monde, cet empire acceptait de prodiguer à ses États clients des cadeaux bien supérieurs à ce qu'il recevait d'eux. La technique semble avoir été mise au point à titre d'astuce dans les transactions avec les « barbares du Nord », les peuples des steppes qui menaçaient constamment les frontières chinoises : on allait les submerger sous les produits de luxe, à tel point qu'ils deviendraient imbus d'eux-mêmes, efféminés et militairement incompetents.

On peut voir le grand krach de 2008 (...) comme l'aboutissement de nombreuses années d'affrontements politiques entre créanciers et débiteurs, entre riches et pauvres. À un certain niveau, bien sûr, il était exactement ce qu'il semblait être à première vue : une arnaque, une pyramide de Ponzi incroyablement sophistiquée qui avait été conçue pour s'effondrer, car les arnaqueurs savaient pertinemment qu'ils pourraient forcer les victimes à les renflouer. À un autre niveau, on peut y voir le point culminant d'une bataille sur la définition même de la monnaie et du crédit.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le spectre d'un soulèvement imminent de la classe ouvrière, qui hantait les classes dominantes d'Europe et d'Amérique du Nord depuis un siècle, s'est largement dissipé. La lutte des classes a été suspendue par accord tacite. Pour le

dire crûment : on a proposé un marché à la classe ouvrière blanche des pays de l'Atlantique Nord – des États-Unis à l'Allemagne de l'Ouest. Si l'on acceptait de renoncer à tout fantasme de changement radical du système, elle pourrait conserver ses syndicats, jouir d'un vaste éventail d'avantages sociaux (retraites, vacances, soins médicaux...) et – peut-être est-ce le plus important – grâce à un enseignement public généreusement financé et en expansion constante, être assurée que ses enfants auraient une chance raisonnable de sortir totalement de la classe ouvrière. Cette entente avait une autre composante cruciale : elle garantissait implicitement que les efforts des travailleurs pour améliorer leur productivité s'accompagneraient de hausses de salaire, et ce principe a été respecté jusqu'à la fin des années 1970. C'est essentiellement pour cela que la période a connu à la fois de rapides progrès de la productivité et une rapide hausse des revenus, ce qui a posé les bases de l'économie de consommation d'aujourd'hui.

Les économistes appellent cette époque l' « ère keynésienne », puisque les théories économiques de John Maynard Keynes, qui constituaient déjà la base du New Deal de Roosevelt aux États-Unis, ont alors été adoptées par les démocraties industrielles à peu près partout. Elles ont apporté avec elles l'attitude assez désinvolte de Keynes envers la monnaie. Keynes, le lecteur s'en souvient, reconnaissait sans réserve que les banques créent bel et bien de la monnaie « à partir de rien » ; il en concluait qu'il n'y avait aucune raison intrinsèque de ne pas encourager cette création pendant les périodes de difficultés économiques par une politique délibérée de l'État afin de stimuler la demande – position depuis longtemps chérie par les débiteurs et abhorrée par les créanciers.

Presque tous les mouvements populaires de la période 1945-1975, même peut-être les mouvements révolutionnaires, pourraient être interprétés comme des demandes d'inclusion : des revendications d'égalité politique qui postulaient que l'égalité n'avait aucun sens sans une certaine sécurité économique. C'est vrai des mouvements des minorités des pays nord-atlantiques qui au départ avaient été laissés en marge de l'accord conclu, par exemple celle dont Martin Luther King se faisait le porte-parole ; mais aussi de ce qu'on appelait alors les mouvements de « libération nationale », de l'Algérie au Chili ; et enfin – c'est peut-être le cas le plus spectaculaire -, à la fin des années 1960 et dans les années 1970, du féminisme. Au cours des années 1970, les choses ont atteint un point de rupture. Il est devenu clair que le capitalisme, en tant que système, ne pouvait absolument pas étendre cet arrangement à tout le monde.

Le marché, le contenu du compromis, a changé. Lorsque Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne ont lancé une offensive systématique contre le pouvoir des syndicats et contre l'héritage de Keynes, ils ont explicitement déclaré caducs les accords antérieurs. Désormais, tout le monde pourrait avoir des droits politiques – y compris, dans les années 1990, la plupart des habitants d'Amérique latine et d'Afrique -, mais les droits politiques n'auraient plus de signification économique. Le lien entre productivité et salaires a été pulvérisé ; les taux de productivité ont continué à augmenter, mais les salaires ont stagné ou même se sont atrophiés.

Dans le nouveau dispositif, les salaires n'augmenteraient plus, mais les travailleurs seraient encouragés à acheter un bout du capitalisme. Au lieu d'euthanasier les rentiers, on allait permettre à *tout le monde* de le devenir – bref, tous les travailleurs pourraient happer un fragment des profits créés par leur propre taux d'exploitation toujours plus extraordinaires. (...) Pour bien des gens, l'achat d'un « bout de capitalisme » s'est transformé insensiblement en quelque chose d'indistinguable des fléaux familiaux aux travailleurs pauvres : l'usurier et le

prêteur à gage. Ils n'ont vraiment pas été aidés par la décision du Congrès, en 1980, d'abroger les lois fédérales américaines contre l'usure, qui jusque-là limitaient l'intérêt entre 7 et 10%. Tout comme les États-Unis avaient réussi à évacuer le problème de la corruption politique en rendant légaux, de fait, les pots-de-vin aux parlementaires (redéfinis comme du « lobbyisme »), ils ont fait disparaître le problème de l'usure en rendant parfaitement légaux des taux d'intérêt réels de 25%, 50% ou même, dans certains cas (par exemple pour les prêts sur salaire), 120% par an, soit des taux autrefois typiques du crime organisé et de lui seul.

Ce qu'on dissimule hors de notre vue, c'est d'abord qu'aujourd'hui *tout le monde* est endetté (la dette des ménages américains est actuellement estimée, en moyenne, à 130% de leurs revenus), et qu'une très faible part de cette dette a été contractée pour parier sur un cheval ou être gaspillée en frivolités. Lorsqu'on emprunte de l'argent pour des « dépenses discrétionnaires », comme disent les économistes, c'est essentiellement pour le donner à ses enfants, le partager avec des amis, ou pouvoir construire ou maintenir avec d'autres humains des relations fondées sur *autre chose* que le pur calcul matériel. On a dû s'endetter pour vivre au-delà de la simple survie.

Au fond, c'est la sociabilité elle-même qui est traitée abusive, criminelle, démoniaque. mais la plupart des Américains ordinaires réagissent en s'obstinant à s'aimer les uns les autres – y compris les Noirs et les Latinos, les immigrés de fraîche date et d'autres qui, il y a peu, étaient exclus du crédit. Ils persistent à acheter une maison à leur famille, de l'alcool et une sono pour les fêtes, des cadeaux à leurs amis ; ils veulent même continuer à organiser des noces et des funérailles, qu'elles risquent ou non de les faire frôler le défaut de paiement ou la faillite personnelle. Puisque chacun doit se reconfigurer en capitaliste miniature, se disent-ils peut-être, pourquoi n'auraient-ils pas le droit, eux aussi, de créer de la monnaie à partir de rien ?

J'ai parlé de deux cycles de mouvements populaires depuis la Seconde Guerre mondiale : le premier (1945-1978) a revendiqué le droit à la citoyenneté nationale, le second (1978-2008) l'accès au capitalisme lui-même. Il paraît significatif qu'au Moyen-Orient, pendant le premier cycle, les mouvements populaires qui défiaient le plus directement le statu quo mondial étaient en général d'inspiration marxiste ; pendant le second, ils se réclamaient pour la plupart de diverses variantes de l'islam radical.

De même que les marchés, quand on les laisse dériver en toute liberté loin de leurs origines violentes, se mettent invariablement à se transformer en autre chose – en réseaux d'honneur, de confiance et de liens mutuels -, de même le maintien de systèmes de coercition effectue constamment l'opération inverse : il prend les produits de la coopération, de la créativité, du dévouement, de la confiance et de l'amour humains et en refait des chiffres. Ce faisant, il permet d'imaginer un monde qui se résume à une série de calculs froids. Plus encore, en transformant les fondements même de ce que nous sommes – car que sommes-nous, en définitive, sinon la somme de nos relations avec d'autres ? – en des questions de faute, de péché et de crime, et il fait du monde un lieu d'iniquité que l'on ne pourra vaincre qu'en menant à son terme quelque grande transaction cosmique qui anéantira tout.

Chaque fois que certains appelleront à éliminer la classe qui vit de la perception d'intérêts, d'autres objecteront que cela détruirait les moyens d'existence des veuves et des retraités.

Cette machine géante de la dette qui, pendant les cinq derniers siècles, a réduit un pourcentage croissant de la population mondiale à être l'équivalent moral des conquistadors se heurte clairement à ses limites sociales et écologiques.

Il est plus que temps, je pense, de procéder à un jubilé de style biblique – un jubilé qui concernerait à la fois la dette internationale et la dette des consommateurs. Il serait salubre parce qu'il allégerait quantité de véritables souffrances humaines, mais aussi parce qu'il serait notre façon de nous remémorer certaines réalités : l'argent n'est pas sacré, payer ses dettes n'est pas l'essence de la morale, ces choses-là sont des arrangements humains, et, si la démocratie a un sens, c'est de nous permettre de nous mettre d'accord pour réagencer les choses autrement.

La classe dirigeante des États-Unis semble avoir adopté une stratégie (...) : éliminer les pires abus (par exemple les prisons pour dettes), utiliser les fruits de l'empire pour verser des subventions, visibles ou non, au gros de la population, ces dernières années manipuler les taux de change pour inonder le pays de produits à bon marché venus de Chine, mais ne jamais permettre à quiconque de défier le principe sacré : nous devons tous payer nos dettes.

Qu'est-ce qu'une dette, en fin de compte ? Une dette est la perversion d'une promesse. C'est une promesse doublement corrompue par les mathématiques et la violence. Si la liberté (la vraie) est l'aptitude à se faire des amis, elle est aussi, forcément, la capacité de faire de vraies promesses. Quelle sorte de promesses des hommes et des femmes authentiquement libres pourraient-ils se faire entre eux ? Au point où nous en sommes, nous n'en avons pas la moindre idée. La question est plutôt de trouver comment arriver en un lieu qui nous permettra de le découvrir. Et le premier pas de ce voyage est d'admettre que, en règle générale, comme nul n'a le droit de nous dire ce que nous valons, nul n'a le droit de nous dire ce que nous devons.